

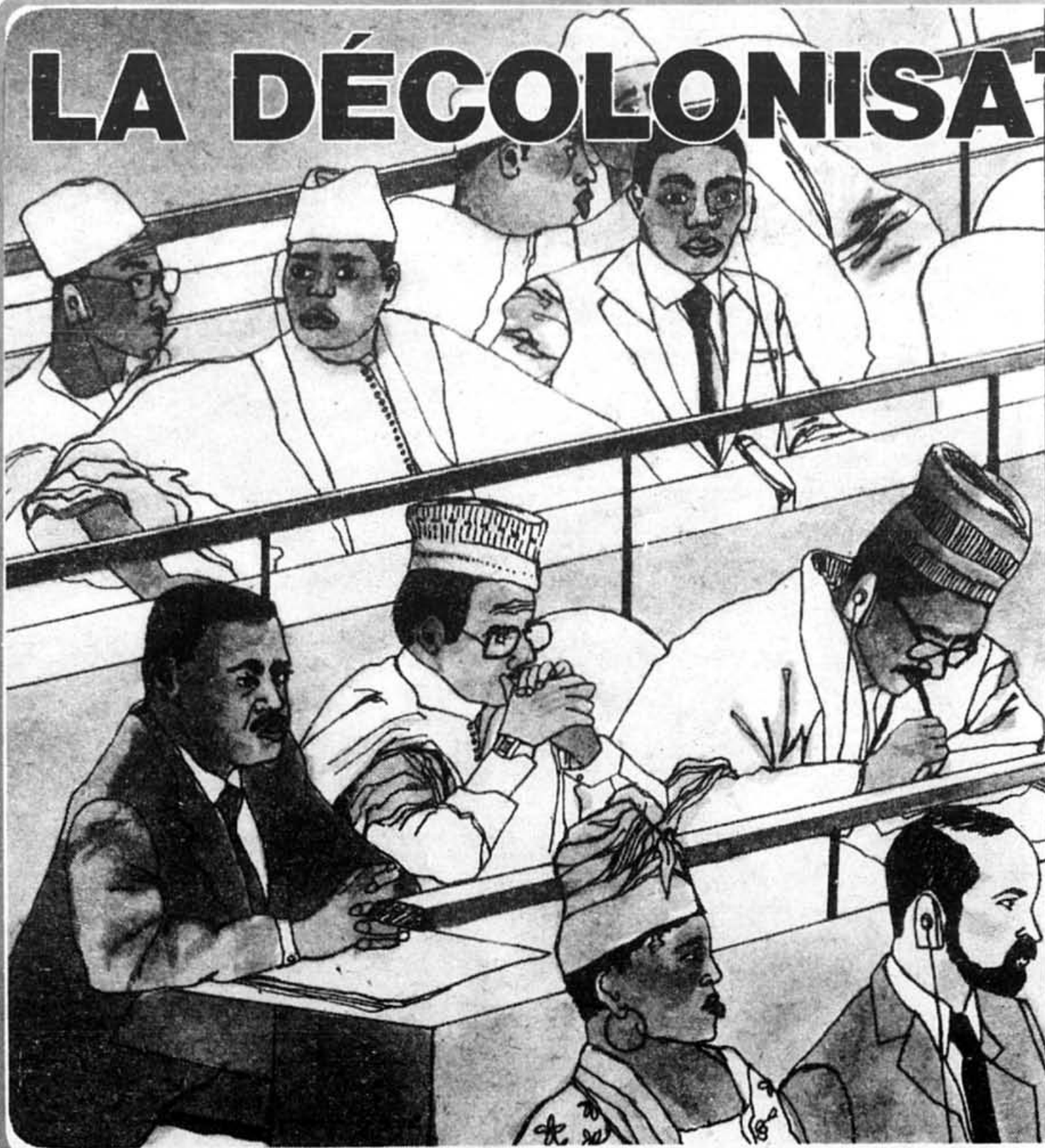
plus

la presse

MONTRÉAL, LE SAMEDI 27 JUILLET 1985

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
28 SUCCURSALES 336-5330

LA DÉCOLONISATION



Le processus doit se poursuivre de l'intérieur

Une réussite: la Tunisie

TOUR DE FRANCE / FRANCE-ITALIE-SUISSE

16
NUITS

1800\$

DÉPART:
5 SEPTEMBRE

INCLUS: AVION MONTRÉAL - PARIS, ALLER / RETOUR
OCC. DOUBLE EN DEMI PENSION, SAUF À PARIS, C.P.

23
NUITS

1900\$

DÉPART:
5 SEPTEMBRE

SCÉANCE D'INFORMATION SUR LA GRÈCE,
MARDI 18 hrs AU 800 DE MAISONNEUVE EST

LA NOUVELLE FAÇON DE VOYAGER!


**nouvelles
frontières**

1130, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST 288-4800
800, BOUL. DE MAISONNEUVE EST 842-1450
SANS FRAIS DE L'ÉTRANGER: 1-800-361-2133

LES PHOTOS DE

la presse

Pierre Côté



«Vous avez fini avec ces gros machins...»

L'Orchestre symphonique de Montréal a attiré des milliers de personnes au cours de ses concerts d'été. Cela a rappelé à un de nos photographes qu'il avait une excellente séquence de photos du chef Charles Dutoit, prise le 15 janvier dernier. C'était la journée du retour au travail des musiciens et le premier concert d'après grève, concert qui avait failli ne pas avoir lieu et qui était en même temps le concert d'adieu avant la longue tournée en Asie. Le contexte était donc bien particulier et le maestro n'a pas semblé apprécier de retrouver un photographe sur son passage, en se rendant en coulisse entre deux pièces. « Et alors, monsieur de LA PRESSE, vous avez fini avec ces gros machins bruyants », a-t-il lancé. La séance de photos venait de se terminer mais Pierre Côté avait quand même eu le temps de prendre cet éloquent instantané.

Fiche technique

Appareil: Nikon F3 motorisé

Objectif: 300mm

Ouverture: F/2,8

Vitesse: 1/8^e de seconde sur uni-

pod

Pellicule: Tri-X à 1600 ASA



UNE DÉCOLONISATION CONTINUE...

La deuxième vague pourrait venir de l'intérieur

Il n'y a plus de colonies, ou presque. Dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale, les grands empires européens qui couvraient autrefois l'Asie, l'Afrique et les Caraïbes ont fait place à des États souverains.

Mais la décolonisation est-elle finie? Le sous-développement, la famine, l'endettement, la course aux armements, les guerres régionales, les dictatures locales qui tiraillent et paralysent le tiers monde n'appellent-ils pas une 2e décolonisation?

Comment résoudre le problème de la fragilité des frontières héritées du colonialisme et des visées expansionnistes de nombreux pays nouvellement indépendants à l'égard de leurs voisins?



Jooneed Khan

L'Indonésie n'a-t-elle pas colonisé l'Irian occidental (partie ouest de la Nouvelle-Guinée) et le Timor oriental? Le Maroc ne se comporte-t-il pas en colonisateur au Sahara occidental? Le Vietnam n'est-il pas en train de coloniser le Cambodge? Que fait la Libye dans la bande d'Aouzou, au Tchad? Où en est la question du Cachemire?

L'ONU s'inquiète

Dans le luxueux décor de l'hôtel Abou Nawas en banlieue de Tunis, sur la rive africaine de la Méditerranée, non loin des ruines de Carthage, ces questions embarrassent et irritent.

C'est la mi-mai. Le Comité de décolonisation de l'ONU y est réuni en session extraordinaire pour marquer le 25e anniversaire de la « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ». Donc pour célébrer sa réussite et celle des régimes en place dans le tiers monde, pas pour examiner ce qui a mal tourné et surtout pas pour se demander pourquoi.

Il s'agit avant tout, pour cet organisme dit « Comité des 24 », de se féliciter de ce que 59 nouveaux États, dont une cinquantaine d'ex-colonies représentant plus de 80 millions de personnes, soient venus grossir les rangs de l'ONU depuis 1960.

Et de renforcer le consensus sur les grands dossiers en suspens: Namibie et les petits territoires, totalisant quelque trois millions d'être humains toujours affublés du statut de « colonial » ou de « dépendant ».

Aucune ancienne puissance coloniale ne siègeant sur le comité, et le Portugal, « puissance admi-

nistrante » au Timor oriental, étant la seule à avoir délégué un observateur à Tunis, l'Afrique du Sud et Israël, avec leurs protecteurs occidentaux, à commencer par les États-Unis et les sociétés multinationales, se retrouvent sur la sellette tout au long de la quarantaine de discours prononcés lors du débat général qui dure cinq jours.

La France en écope également, par les bons soins de la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui place d'emblée le dossier de la Nouvelle-Calédonie au cœur du débat sur la décolonisation.

Mais les talents diplomatiques du président Abdul Koroma, du Sierra Leone, et les efforts de médiation déployés par la Tunisie, l'Inde, Cuba et la Tanzanie, ténors du Mouvement des non-alignés, ne peuvent empêcher la controverse d'éclater sur plusieurs des sujets « tabous ».

Le sous-développement

Cuba, par la bouche de son vice-ministre des Relations extérieures Raul Roa-Kouri, attaque de front le drame du sous-développement en soulignant la pé-

rennité des mécanismes de domination et d'exploitation dans le monde malgré l'accession des anciennes colonies à l'indépendance.

« Des millions d'êtres humains vivent sous la domination étrangère et l'exploitation coloniale, mais ils sont plus nombreux ceux qui meurent de faim et de maladies curables avant d'atteindre leur premier anniversaire de naissance, et plus nombreux encore ceux qui souffrent de l'analphabétisme et du chômage, dit-il.

« Les peuples de ce qu'on appelle le tiers monde sont confrontés à la tâche historique de promouvoir le progrès social et d'élever leur niveau de vie, selon le concept de liberté élargie postulé par la Charte de l'ONU, dans un contexte historique où se creuse le fossé avec les pays développés et où s'étendent les fléaux de la guerre, de la faim, de la misère, de la domination étrangère et de l'exploitation impérialiste », poursuit-il.

Remarques chez le groupe de journalistes de tous les continents invités par l'ONU à la ren-

contre: à quoi cela sert-il d'avoir un drapeau, un hymne national et un siège à l'ONU quand votre peuple s'enfoncé dans la faim, la misère et la guerre? Comment donner vie économiquement à la coquille vide de l'indépendance politique?

Ces questions ne semblent guère intéresser le représentant soviétique, U.G. Usmanov, vice-premier ministre de la République du Tadjikistan, qui se borne à réclamer l'indépendance de la Namibie, à soutenir l'OLP, à pourfendre l'apartheid, à dénoncer « l'impérialisme américain », et à rappeler le lien entre la naissance de l'ONU, il y a 40 ans, et « la grande victoire des forces de liberté sur le fascisme ».

Son homologue chinois Xie Banding, ambassadeur en Tunisie, s'y attarde: « Il reste des territoires à décoloniser, mais les pays ayant accédé à l'indépendance sont à long terme eux-mêmes confrontés à la tâche de consolider cette indépendance.

« Ces pays, poursuit-il, ont obtenu le contrôle de leur souveraineté d'État et de leurs relations

économiques mais ils restent pris dans le vieil ordre économique mondial caractérisé par l'échange inégal entre pays développés et pays en développement.

« Cette situation impose aux pays du tiers monde la nécessité de renforcer leur unité et de développer les échanges Sud-Sud tout en recherchant avec les pays développés des rapports basés sur le bénéfice mutuel ».

Le porte-parole chinois lance alors son pavé: « La réalisation complète de la décolonisation, dit-il, est inséparable de la lutte contre la politique de puissance, l'hégémonisme et le racisme, qui sont des manifestations de colonialisme et que l'on retrouve dans les relations internationales actuelles ».

Pour ceux qui n'ont pas saisi l'allusion dans un même souffle à la Grenade, l'Afghanistan et le Cambodge, l'ambassadeur Xie Banding précise:

« Des cas se répètent encore du grand brutalisant le petit, du fort opprimant le faible, de luttes aux sphères d'influence, d'invasions armées, d'occupations de territoires et d'ingérences dans les affaires internes d'autres pays. Or la Déclaration sur la décolonisation appelle les États à adhérer aux principes d'égalité, de non-ingérence et de respect de la souveraineté des peuples et de l'intégrité territoriale des pays ».

Et ça s'échauffe...

Le représentant de l'URSS ne quitte pas la salle. Il ne brandit pas non plus son droit de réplique. Mais les choses se chauffent bientôt avec l'Iran et l'Irak d'une part, et l'Algérie et le Maroc, d'autre part.

« Beaucoup d'anciennes colonies sont devenues indépendantes mais des régimes fantoches continuent de servir des intérêts étrangers, menaçant les acquis de la décolonisation », déclare Saeed Zeela-Kalam, du ministère des Affaires étrangères d'Iran, qui commence son discours « au nom de Dieu, bienveillant et miséricordieux ». Il ne nomme pas l'Irak.

Le lendemain, l'ambassadeur d'Irak en Tunisie, Ismail Elweis, attaque de front, assimilant « l'expansionnisme perfide et agressif de l'Iran » au sionisme et à l'apartheid comme des « idéologies proches du colonialisme » et constituant des « dangers pour la civilisation contemporaine ».

« L'Iran veut dominer le golfe Arabe, dit-il. Notre indépendance est menacée: nous la défendrons coûte que coûte ».

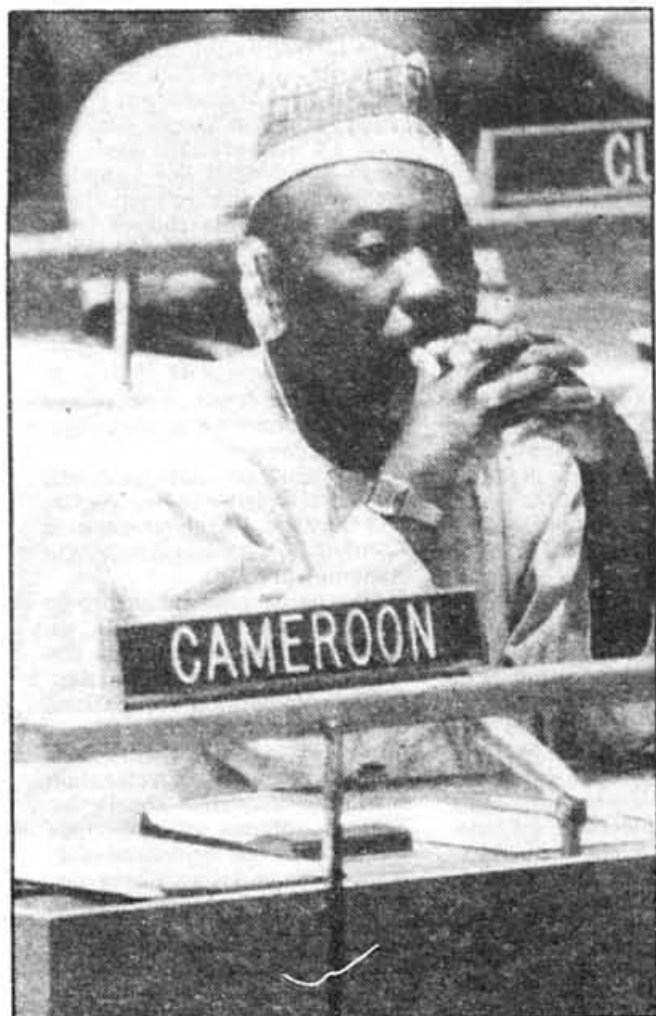
Attaqué nommément, l'Iran exige un droit de réponse, mais comme le gouvernement tunisien a organisé pour les délégués une excursion d'après-midi à Hammamet, Saeed Zeela-Kalam remet sa réponse au lendemain.



Les femmes sont de plus en plus nombreuses dans les délégations internationales du tiers monde.

Ce n'est pas encore l'heure du réveil général

UNE DÉCOLONISATION CONTINUE...



À l'ONU, la force des délégations du tiers monde s'accroît d'année en année.

→ Il termine à peine que le ministre Mohamed Mahjoubi, présent à titre d'observateur du Maroc, réclame la parole en tapant impatiemment du crayon sur son micro. Les expressions de soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui (Sahara occidental, ex-colonie espagnole occupée par le Maroc) l'ont ébranlé. Il improvise:

«Je sais que le temps de l'honorable comité est précieux et qu'une excursion bénéfique l'appelle. Je veux seulement dire que si les écorchures et égratignures sont pansées, il reste encore quelques coups de griffe. Je veux aussi rappeler que le Maroc, co-auteur de la Déclaration sur la décolonisation, fut amputé par cinq ou six zones de colonialisme». Le Sahara occidental serait tout simplement l'une de ces zones.

Jalouse de ses rapports corrects avec ses voisins du Maghreb, la Tunisie a pris soin de n'accorder aucun statut officiel au Front polissario, qui se bat, avec le soutien de l'Algérie, pour l'indépendance du Sahara, et qui vient tout juste d'être admis à l'Organisation de l'unité africaine après de longues tractations

qui ont failli faire éclater l'OUA. L'excursion à Hammamet et la nuit à Abou Nawas se passent en «consultations» mais les médiateurs doivent s'avouer vaincus: l'Irak revient à la charge le lendemain matin en dénonçant «l'horrible prétention» de l'Irak selon laquelle «son indépendance serait menacée».

«Qui a commencé la guerre? lance Zeela-Kalam. Qui veut faire du Khouzestan un Arabistan? Qui étend la guerre aux villes et à la navigation? Qui utilise des armes chimiques? Comment faire la paix avec ce régime qui viole toutes les lois et conventions?»

Au tour de l'Irak de répliquer: «Nous n'avons pas refusé les conditions d'une paix juste. Et le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas condamné nommément l'Irak à propos des armes chimiques. Nous savons par contre que l'Irak s'apprête à nous attaquer avec des armes chimiques».

Fin des incidents? Pas tout à fait. Intervention de l'Algérie, qui n'est ni membre du comité ni observatrice ni inscrite à l'ordre du jour. Mais les travaux du comité sont ouverts à tous les États membres de l'ONU.

Comme militant du FLN et président des Étudiants algériens, Messaoud Ait Chaalal était à New York le 14 décembre 1960 quand fut adoptée à l'ONU la Déclaration sur la décolonisation. L'Algérie menait sa guerre d'indépendance. (Il confiera plus tard se souvenir de l'accueil chaleureux qu'il reçut alors à Montréal, où il fut interviewé pour LA PRESSE par Adèle Lauzon). Il est maintenant ambassadeur à Tunis. Il demande la parole.

«L'émergence du tiers monde depuis 25 ans a profondément transformé le paysage politique mondial», dit-il, mais «malheureusement, l'éradication du phénomène colonial n'est pas totalement achevée» et des peuples «mènent encore avec héroïsme leur juste combat pour la liberté, la justice et le progrès».

Ait Chaalal cite alors «la Namibie, le peuple sud-africain qui combat le régime d'apartheid, le peuple palestinien qui se bat pour ses droits nationaux et un État souverain», et ajoute: «et le peuple sahraoui, qui lutte pour le libre exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance».

Le Maroc demande à répliquer. «Pour ne pas perturber

la dignité des travaux, le Maroc s'est astreint à une contribution sereine», déclare le ministre Mahjoubi. Mais après son petit paragraphe sur le Sahara, je veux dire à l'ambassadeur d'Algérie que nous sommes habitués aux coups de griffe. Et je tiens à le rassurer que ce problème sera dilué dans d'autres ensembles pour la plus grande prospérité des peuples du Maghreb».

Bref, le Maroc dit refuser au Sahara les «micro-États». «Mais les micro-Empires sont-ils plus bénéfiques?», fait un journaliste africain.

Une fois de plus s'écroule le mythe d'un tiers monde unanime et monolithique. Vingt-cinq ans après la vague de décolonisation, l'union sacrée est de plus en plus difficile à maintenir. Les contradictions éclatent de toutes parts. L'ambiance feutrée de Carthage n'a pu réprimer le bruit de bottes dans le Golfe, les cris des affamés d'Éthiopie ni les tirs des policiers sur les immigrés «illégaux» refoulés du Nigéria.

Malgré leurs luttes intestines, les ex-colonies rassemblées au sein du «Groupe des 77» à l'ONU ont défini plusieurs éléments de ce qui pourrait devenir une «Charte d'interdépendance mon-

diale»: nouveaux ordres économique et de l'information, code de conduite pour les multinationales. Ces revendications en sont au stade de vœux pieux mais elles servent à projeter une image de consensus, cachant les divisions internes.

Tunis fut une belle fête mais l'unanimité n'y était pas. Elles n'ont pu camoufler les fêlures. Ce n'était pas encore l'heure du réveil général. Mais l'autocritique de Julius Nyerere, qui abandonnera la présidence de la Tanzanie d'ici la fin de l'année, hantait les couloirs.

Nyerere est l'un des champions du «Nouvel ordre économique mondial». Mais, sans renier en vrac sa politique d'Ujamaa, il vient d'admettre publiquement que certains aspects de ce «socialisme africain» étaient peut-être «erronés».

Bref, comme l'a reconnu en privé un diplomate africain, au lieu d'accuser systématiquement l'étranger, les anciennes colonies auraient intérêt à chercher chez elles-mêmes certaines causes de leurs carences. Le secret de la 2e décolonisation pourrait ainsi se trouver, ne serait-ce qu'en partie, à l'intérieur même du tiers monde.

La Namibie, un gros morceau à décoloniser

La plus importante lutte de décolonisation à l'heure actuelle concerne 1,5 million de personnes, soit moins d'un quart de la population du Québec, mais l'enjeu en est un vaste territoire faisant près de la moitié de la province, dont les richesses minières sont énormes et l'emplacement stratégique crucial.

Il s'agit de la Namibie, ancien Sud-ouest africain colonisé par l'Allemagne en 1884, à la veille du Congrès de Berlin, et confié en tutelle à l'Afrique du Sud par la Société des Nations (SDN) au sortir de la 1ère Guerre mondiale. Le mandat, renouvelé par l'ONU en 1945, était annulé en 1966, mais Pretoria poursuit illégalement son occupation.

«Le peuple namibien n'a pas connu de liberté depuis un siècle», a déclaré devant le Comité des 24, à Tunis, le secrétaire aux Affaires étrangères de la SWAPO, Peter Mueshahange. Prenant par les cornes le taureau politique, il ajoutait: «Ce n'est pas la volonté de combat qui manque. Au contraire. C'est parce que l'Afrique du Sud raciste sert de tête-de-pont à l'impérialisme dans l'hémisphère austral».

Avec une armée d'occupation de 100 000 hommes, Pretoria a transformé la Namibie en un «État-forteresse», selon Amnesty International. Et la guerre qu'elle mène contre la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-ouest africain) pose une menace permanente pour la sécurité de l'Angola voisin.

Si l'on exclut du cadre classique de la décolonisation le combat de la majorité noire sud-africaine contre le régime raciste de l'apartheid et la lutte du peuple palestinien pour une patrie, aucune lutte d'émancipation ne mobilise autant que celle de la Namibie les énergies des Nations unies.

La lumière au bout du tunnel

Peter Mueshahange voit d'ailleurs la lumière au bout du tunnel: «La lutte armée coûte de plus en plus cher à l'Afrique du Sud», a-t-il déclaré dans une interview à LA PRESSE, en marge de la réunion de Tunis.

«Les profits des multinationales baissent. Les pressions mondiales montent. Les 30 000 fermiers allemands du pays se rapprochent de la SWAPO. La Namibie, c'est le maillon faible de l'apartheid. Nous envisageons l'indépendance dans moins de cinq ans. L'Afrique du Sud sera obligée de lâcher prise pour mieux défendre son système

raciste à l'intérieur de ses frontières».

La SWAPO ne se fait pas d'illusions cependant. «La guerre continue, a rappelé Mueshahange. Pretoria refuse le dialogue. Fort de l'engagement constructif américain, il défie l'ONU. Il veut installer jusqu'à 200 000 fermiers afrikaners en Namibie. Il applique contre la majorité noire la politique de la terre brûlée, des bantoustans et des hameaux stratégiques.

«Il installe une clôture électrique de 2 000 kms avec l'Angola, a poursuivi Mueshahange. Il militarise la bande de Caprivi, qui est un poignard dirigé vers la Zambie, le Zimbabwe et le Botswana. Il traite le grand port de Walvis Bay et les îles, où mouille la marine américaine, comme partie intégrante du territoire sud-africain. Sans Walvis Bay, la Namibie est un pays enclavé, malgré son littoral atlantique».

Depuis sa création en 1967, le Conseil de l'ONU pour la Namibie s'emploie à renforcer le soutien mondial en faveur de l'indépendance du territoire, à dénoncer le pillage de ses ressources, à financer dans les États africains voisins la formation de jeunes Namibiennes et Namibiens pour qu'ils prennent éventuellement en charge leur pays.

À Tunis, où le consensus adopté appelle à des sanctions obliga-



Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain.

toires contre l'Afrique du Sud et à la cessation des activités des multinationales occidentales en Namibie, les meilleures présentations sont venues du Conseil de l'ONU pour la Namibie, de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation de l'ONU pour le développement industriel (Onudi) et, bien sûr, de la SWAPO elle-même.

«La communauté mondiale rejette le concept de linkage qui a enfermé le dossier namibien dans une impasse en y introduisant des considérations externes et hors de propos», a affirmé l'Indien Amitav Banerji au nom du Conseil pour la Namibie.

La résolution 435

«Elle rejette également le gouvernement dit intérimaire que l'Afrique du Sud vient de mettre en place à Windhoek avec les partis internes, excluant la SWAPO qui est reconnue par l'ONU comme représentant légitime du peuple namibien», a-t-il dit.

La question namibienne était au bord d'un règlement en janvier 1981 quand Ronald Reagan, entrant à la Maison Blanche, décida de lier le retrait sud-africain de la Namibie à un éventuel

départ des troupes cubaines d'Angola: l'exigence cloua le cercueil de la conférence qui se mettait en branle à Genève pour discuter de la mise en application de la résolution 435.

Adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1978 avec le soutien de l'administration Carter, la 435 appelait au retrait sud-africain et à la tenue d'élections supervisées par l'ONU en prévision de l'accession de la Namibie à l'indépendance. «Il incombe au Conseil de sécurité de voir à l'application rapide de sa propre résolution», a ajouté Banerji.

Le Conseil de l'ONU pour la Namibie a d'ailleurs intenté des poursuites judiciaires contre le consortium Urenco, basé en Belgique et spécialisé dans l'exploitation illégale de l'uranium namibien. Certaines études citées par l'ONU estiment que près de 60 p. cent du Produit intérieur brut (PIB) de la Namibie sont appropriés sous forme de profits avant taxes par les compagnies étrangères, y compris sud-africaines.

Quant à l'OIT, elle a ouvert en 1984, en Angola, un centre de formation professionnelle pour les Namibiens dans plusieurs domaines, a rappelé le directeur-général adjoint Bertil Bolin. L'Afrique du Sud s'est retirée de l'OIT en 1964.

De son côté, le représentant de l'Onudi, Habib Khoudja, a déclaré que cet organisme menait plusieurs projets conjoints avec l'Institut de l'ONU pour la Namibie, installé à Lusaka, en Zambie, dont une planification globale du développement économique de la Namibie après l'indépendance.

«Savez-vous qu'en 1949, un an après l'instauration de l'apartheid en Afrique du Sud, un groupe de travailleurs de Namibie écrivit au Canada pour lui demander d'assumer le mandat de l'ONU à la place des Sud-africains?», a lancé Mueshahange durant l'interview, faite plusieurs semaines avant que le Canada n'annonce sa nouvelle politique anti-apartheid.

«Le Canada aussi a des intérêts en Namibie, a-t-il rappelé. Nous disons que ces activités, aujourd'hui illégales, pourront être légitimées par contrat après l'indépendance. Il y aura peut-être des nationalisations, mais il y aura aussi une bonne place pour le secteur privé dans la future Namibie. Ceux qui bloquent aujourd'hui notre indépendance ne devraient pas s'étonner, toutefois, si notre peuple leur en tient rigueur plus tard».

La Tunisie attend l'après Bourguiba

UNE DÉCOLONISATION CONTINUE...

Discrete, efficace, laborieuse, la petite Tunisie a fait en près de 30 années d'indépendance des pas de géant sur la voie du développement. Mais ce modèle d'une décolonisation réussie est à un tournant tel que l'on ignore s'il poursuivra sur sa lancée ou s'il sera écartelé entre ses contradictions montantes.

La splendide modernisation aussi bien que l'avenir incertain de la Tunisie se rapportent tous deux à un seul et même homme: Habib Bourguiba, «Combattant suprême» et «président-à-vie», qui sut tourner le dos, en 1956, aux mirages panarabes pour simplement «cultiver son jardin», mais qui, à la veille de ses 82 ans, semble incapable de «passer la main».

Avec sept millions d'habitants fortement scolarisés, dont près de 60 p. cent ont moins de 25 ans, la Tunisie se trouve ainsi enfermée dans une ambiance de fin de règne qui n'en finit plus: les guerres de succession et les intrigues de palais minent l'action gouvernementale, l'économie stagne, les jeunes s'agitent, les intégristes islamiques s'organisent et la Libye voisine du colonel Mouammar Khadafi complotte — le soulèvement de janvier 1980 à Gafsa reste frais à la mémoire des Tunisiens.

«La transition se fera dans la plus grande stabilité», assure Mahmoud Mestiri, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères qui dirige la délégation tunisienne à la session extraordinaire du Comité de décolonisation de l'ONU, tenue à la mi-mai à Tunis.

«La constitution est claire, dit-il. Advenant le retrait ou le décès du président, il n'y a pas vacance au pouvoir: le premier ministre devient automatiquement président en exercice jusqu'aux nouvelles élections. Et nous avons un premier ministre jeune et dynamique».

Le premier ministre: personnalité contestée

Or, la personnalité du premier ministre, Mohammed Mzali, 59 ans, est contestée au sein même du Parti socialiste destourien (PSD), au pouvoir depuis l'indépendance et parti unique jusqu'en 1981. Les Tunisiens, qui affectionnent toujours Bourguiba, ne pardonnent pas à Mzali d'avoir coupé, sous la pression du FMI, les subventions aux céréales en janvier 1984, provoquant les «émeutes du pain» qui firent une centaine de morts et quelque 500 blessés.

«Mzali est un professeur de philosophie», souligne presque avec respect un chauffeur de taxi membre du PSD. «Mais c'est un économiste qu'il nous faut à la tête du pays», précise-t-il, tout en admettant que les émeutiers du pain furent peut-être «aidés» par les services du ministre de l'Intérieur d'alors, Driss Guiga. Favori, dit-on, de Mme Wassila Bourguiba au poste de dauphin, Guiga a depuis quitté la Tunisie.

«Le fait que Bourguiba ait été contraint d'intervenir pour rétablir les subventions céréalières constitue un désaveu dont Mzali ne se remettra jamais», estime un restaurateur du souk de Tunis, lui aussi militant du PSD.

Il reconnaît d'ailleurs que «Bourguiba n'a plus tous ses moyens» même si la télévision et les journaux manchettent matin et soir avec «les activités du président»: celles-ci se résument le plus souvent à une marche, avec canne et verres fumés, suivi d'une cour docile, autour du palais de La Marsa, ou à une audience du cabinet où les ministres font rapport.

Le miracle tunisien, c'est plusieurs choses: pragmatisme et gradualisme de Bourguiba; ouverture à l'égard d'Israël et dernier refuge de l'OLP de Yasser Arafat; un pays de culture arabo-islamique qui s'est hissé au niveau d'Etat moderne malgré la pauvreté de ses ressources; un Code civil consacrant l'émancipation de la femme; des villes-jardins où fonctionnent les usines du 20e siècle; des touristes s'étonnant devant les vestiges phéniciens et puniques, greco-ro-



Une vue du souk de Tunis. La nouvelle Tunisie est dynamique, mais la médaille n'est pas sans revers: une armée de jeunes ne se reconnaissent pas en Bourguiba, dont l'âge avancé pose des inquiétudes de succession.

mains et vandales, arabo-berbères et français; un peuple industriel issu de tous ces brassages ethno-culturels; une campagne, dans le nord fertile, recouverte d'abondantes cultures (céréales, oliviers, vignes); des centres de recherche et de formation où s'activent des stagiaires du tiers monde.

Le revers de la médaille

La médaille n'est pas sans revers: une armée de jeunes qui ne se reconnaissent pas en Bourguiba; 300 000 chômeurs officiels; une croissance démographique de plus de deux p. cent par an qui menace les acquis de la planification familiale — maintien de l'ordre urbain et freinage de l'exode rural; une agitation politique qui va de la mosquée à l'université, en passant par la centrale UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens).

Mahmoud Mestiri est malgré tout optimiste. C'est son rôle. Mais sa confiance se fonde aussi sur une longue expérience du tiers monde, comme diplomate et technicien de l'ONU, et sur une connaissance profonde de la Tunisie.

«On ne se débarrasse pas du jour au lendemain de 30 années de maturation démocratique et de stabilité politique», dit-il. «Nous sommes fiers de notre régime civil. Quelques officiers, diplômés de Saint-Cyr, ont bien tenté un putsch dans les années 1960, mais ça a avorté. Notre armée compte à peine 35 000 hommes, n'absorbant que quatre p. cent du budget, alors que 30 p. cent des dépenses publiques vont à l'éducation nationale».

Avant d'ajouter, réjoui: «Depuis 1981 le pluralisme politique s'ajoute au pluralisme culturel et religieux. Le Parti communiste, le Mouvement des démocrates socialistes et le Mouvement de l'unité populaire fonctionnent légalement. Si nous refusons de reconnaître les intégristes islamiques c'est justement parce qu'ils contestent le pluralisme tunisien. Qu'ils se soumettent à la constitution et ils seront eux aussi reconnus».

Les trois décennies écoulées, Mahmoud Mestiri les résume ainsi: «Nous avons eu trois premiers ministres et chacun correspondait à une orientation distincte: de 1960 à 1970, c'était la collectivisation sous Bahi Ladgham; de 1970 à 1980, sous Hedi Nouira, nous avons expérimenté

avec le capitalisme sauvage; depuis 1980, Mzali opère une rectification vers le centre. Nous ne sommes pas doctrinaires».

Des impatiences

Le drame, c'est que le corps social tunisien est tiraillé par des impatiences croissantes à gauche et à droite face au gradualisme officiel. L'UGTT, qui avait formé le «Front national» avec le PSD aux élections de 1981 après avoir souvent défié le régime, renoue avec le syndicalisme de combat: elle vient de lancer un quotidien, *Al-Shaab*, qui a d'emblée adopté un ton accusateur envers le pouvoir après la rupture des négociations salariales du mois dernier.

Les trois partis autorisés en 1981 ne sont pas représentés au Parlement car aucun d'entre eux n'a franchi la barre des cinq p. cent des suffrages exprimés. Ils ont accusé le gouvernement d'avoir trafiqué le scrutin et, preuve de leur ressentiment, ils ont boycotté les municipales qui se déroulaient à la mi-mai. Avec les menées libyennes et l'agitation intégriste, l'attente de l'après-bourguibisme a ainsi plongé la Tunisie dans un inquiétant suspense.

J.K.



UNE DÉCOLONISATION CONTINUE...

Une colonie qui ne dit pas son nom

La France n'a plus de colonies, du moins officiellement, mais la Nouvelle-Calédonie, Territoire français (TOM) du Pacifique-Sud, est actuellement le théâtre d'une sanglante lutte d'indépendance « qui présente les caractéristiques d'une situation coloniale classique ».

C'est l'avis de Renagi Lohia, ambassadeur de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) aux Nations unies et président en exercice du 4e Comité de l'Assemblée générale, chargé des questions de décolonisation, qui mène une solide campagne pour inclure cette crise dans les délibérations de l'ONU.

Archipel de 22 000 kms carrés, la Nouvelle-Calédonie est sous contrôle français depuis 1853. L'agitation actuelle des 66 000 Kanaks (sur une population de 142 000 personnes) n'est que la dernière d'une longue série d'insurrections indépendantistes dans « le caillou », comme l'appellent les Français.

« Caillou » fort utile car il est le 3e producteur mondial de nickel (après l'URSS et le Canada); recèle du chrome, du fer, du cobalt, de l'or, du manganèse, de l'argent, du cuivre et, peut-être, du pétrole offshore; offre d'énormes champs de manoeuvres à la marine française; sert de zone d'essais nucléaires; et abrite, à Nouméa, le 3e port de plaisance de France après Cannes et Nice.

Pas la France

« Quand fut adoptée la Déclaration sur la décolonisation en 1960, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis soumièrent à l'ONU une liste de territoires non encore indépendants sous leur juridiction, mais pas la France », explique Lohia à la rencontre avec la presse qui précède la réunion du Comité des 24, à la mi-mai à Tunis.

« Cela veut-il dire que la France n'a pas de colonies? dit-il. Pas du tout. Le gouvernement français lui-même parle d'indépendance-association pour la Nouvelle-Calédonie. Des indépendantistes de plusieurs DOM-TOM se sont réunis l'an dernier à la Guadeloupe pour invoquer le cadre onusien de la décolonisation. Nous ne pouvons pas en tenir compte ».

L'ambassadeur Lohia conclut d'ailleurs son intervention officielle devant la session extraordinaire du Comité de décolonisation de l'ONU en affirmant: « Monsieur le président, notre Déclaration de 1960 comporte suffisamment de latitude pour accommoder la situation coloniale en Nouvelle-Calédonie ».

Le fait est que les pays membres de l'ONU sont libres d'évoquer les problèmes qui leur tiennent à coeur. Les divers comités

peuvent de leur côté entendre tous les groupes et organisations qui demandent à leur faire des représentations. Si une majorité se dégage, des sujets débordant du cadre strict de l'ONU peuvent être inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Le problème s'internationalise

La crise néo-calédonienne fait présentement l'objet de telles démarches. Les affrontements sanglants entre colons français et indigènes kanaks, les tentatives de règlement du ministre Edgar Pisani, les efforts de la droite française d'utiliser la crise pour battre les socialistes du président François Mitterrand ont lieu sur un fond d'internationalisation croissante du problème.

En mars 1985, le Comité de décolonisation de l'ONU tient un séminaire à Port-Moresby, capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée: parmi les divers représentants entendus figurent des porte-parole du Front national de libération kanak socialiste (FNLKS), qui a déjà proclamé un « gouvernement provisoire » en Nouvelle-Calédonie.

Mieux, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'y déclare

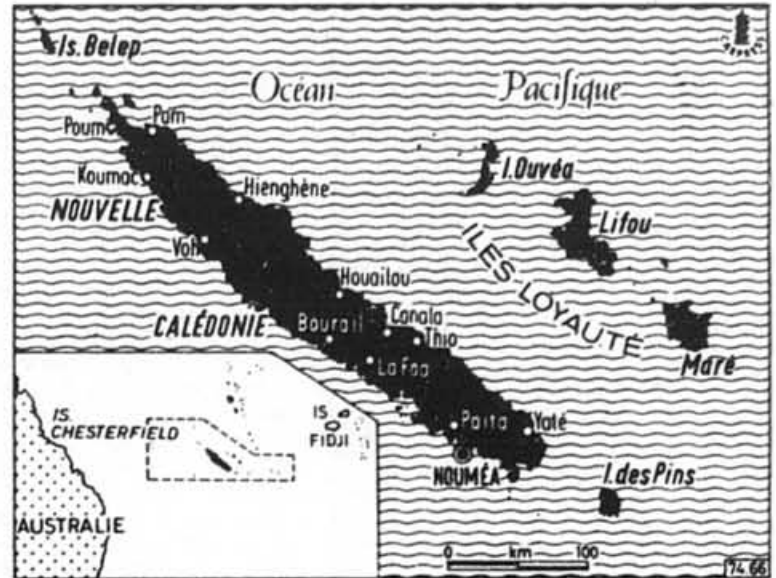
favorable à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Cela signifie qu'une bonne partie de la cinquantaine d'États africains membres de l'ONU seraient prêts à inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale.

Plusieurs facteurs motivent l'intérêt particulier que porte la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la crise de la Nouvelle-Calédonie: proximité géographique, affinités culturelles, expériences historiques, similarité des défis politiques et économiques.

L'ambassadeur Lohia utilise d'emblée des formules comme « le continent aquatique du Pacifique », « les pays insulaires enclavés par la mer », « l'obligation faite aux peuples autochtones de survivre sur leurs petits bouts de terre » et « la menace que la nucléarisation du Pacifique fait courir à la paix mondiale, à la santé des habitants et aux ressources marines des îles ».

L'immigration stratégique

Il dénonce notamment ce qu'il appelle « la politique d'immigration stratégique » pratiquée par la France en Nouvelle-Calédonie pour « faire du peuple kanak autochtone une minorité dans son propre pays »: l'archipel compte



en effet quelque 50 000 colons français, dont un certain nombre de « Pieds noirs » venus d'Algérie, et environ 20 000 immigrés du Vietnam et d'autres îles avoisinantes.

C'est d'ailleurs là le fond du problème car si les Kanaks veulent l'indépendance, les autres s'y opposent. Question cruciale: qui est apte à voter lors d'un éventuel référendum sur l'avenir du territoire?

Le pouvoir français reconnaissait jusqu'ici le droit de vote à toute personne majeure résidant depuis six mois dans l'archipel. Dans le plan d'indépendance-association qu'il a proposé, Edgar Pisani porte la période de résidence à trois ans. « Cela veut dire que les 6 000 soldats, gendarmes et policiers français envoyés en renfort en Nouvelle-Calédonie depuis 1984 pourront voter en 1987, souligne l'ambassadeur Lohia. C'est illogique ».

Le diplomate s'interroge par ailleurs sur la volonté du président Mitterrand d'octroyer l'indépendance au territoire. « Tout en promettant l'autodétermination aux Kanaks, la France intensifie la militarisation de la Nouvelle-Calédonie, notamment avec un projet d'y baser des sous-marins à propulsion nucléaire, dit-il. Cela paraît suspect ».

Susanna Ounei

De passage à Montréal fin juin, Susanna Ounei, dirigeante du FNLKS, donne, dans une interview à LA PRESSE, la position kanake sur la brûlante question des listes électorales: « Nous disons que seuls les résidents issus de parents nés en Nouvelle-Calédonie doivent avoir le droit de vote, dit-elle. Ceux-là totalisent à peine, en incluant les enfants, 31 000 personnes au total chez les anti-indépendantistes ».

Le débat, que Susanna Ounei a soulevé au Congrès mondial des femmes, à Nairobi, promet donc de rebondir prochainement à l'Assemblée générale de l'ONU.



Renagi Lohia, ambassadeur de Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'ONU.



Susanna Ounei, du FNLKS.



Paule Baillargeon



Louise Carré



Sylvie Laplante



Mireille Dansereau



Léa Pool

« Elles sont venues du fond de la nuit habiter ce territoire d'exil qu'est l'imaginaire. Il y a un film qui est en train de se faire et une ville qui meurt. Il y a une femme qui marche et qui tombe. Se perdre avec elle. Tomber, se lever et cesser d'avoir peur... »

La femme de l'hôtel, de Léa Pool. Avec *La femme de l'hôtel*, on parle de « nouveau cinéma québécois » et de « cinéma du déracinement ». Poésie, images de femmes et... d'une ville. Est-ce bien Montréal? On est si peu habitué à se voir ainsi, sous un autre jour. Une autre belle nuit d'hiver. Puis, *Sonatine* et la dure réalité de l'adolescence et du

manque de communication, un regard différent et sensible de Micheline Lanctôt. Deux films, réalisés par des femmes, qui prennent l'affiche l'un dernier et parallèlement, une cinquantaine de femmes cinéastes qui tentent de se faire une place dans l'industrie du cinéma québécois.

L'année 1984 en a été une bonne pour le cinéma québécois. Plusieurs productions intéressantes comme: *La femme de l'hôtel*, *Sonatine*, *Mario*, *La guerre des tuques*, *Jacques et novembre*, qui marquent un changement dans le genre du cinéma d'ici. Espoir de se sortir du tunnel de la grande misère québécoise, du « quand on est né pour un p'tit pain... » Et aller de l'avant, comme on ne cesse de répéter aux jeunes! Avec ces nouveaux films, on est enfin loin de l'autre versant du cinéma québécois, loin des *Deux femmes en or* et de *Valérie*.

Silence, on tourne... Enfin!

26 avril 1985. Date mémorable pour Sophie Bissonnette qui voyait à l'affiche son premier long métrage solo: « Quel numéro What number? » où le travail

automatisé. Un documentaire sur l'implantation des nouvelles technologies dans le milieu de travail des femmes (caissières, secrétaires, téléphonistes et employées des postes). Plus de trois ans d'attente occupés par la préparation, la recherche et les différentes démarches financières avant de voir le produit fini à l'écran.

Depuis les quinze dernières années, il y a de plus en plus de femmes qui font des films, pas seulement au niveau d'un cinéma militant féministe mais aussi, tout simplement, comme moyen d'expression des femmes. Cette participation a d'ailleurs été bien remarquée l'année dernière: prix de la Presse internationale au festival des films du monde de Montréal et prix d'Excellence du cinéma canadien au festival de Toronto. *La femme de l'hôtel* a aussi reçu un accueil favorable au festival de Berlin. *Sonatine*, qui malgré l'échec commercial qu'il a subi ici, a obtenu un Lion d'argent au festival de Venise, distinction jamais accordée à un film québécois. Ajoutons à cela, le prix de la meilleure réalisatrice que Micheline Lanctôt a gagné au gala du cinéma canadien (Génie Awards). *La guerre des tuques*, dont le succès est incontestable, a été coproduit par Nicole Robert pour les productions La Fête. D'où la tentation de conclure que les femmes sont en train de se tailler une place réelle derrière la caméra et aux commandes des productions. Mais gare aux conclusions hâtives.

Un peu de chiffres...

Selon des statistiques compilées au premier octobre 1984 sur représentation hommes-femmes à l'Office national du film, les femmes ont encore un bon bout de chemin à parcourir pour obtenir l'égalité en emploi. Quand on regarde l'ensemble des secteurs de l'ONF, on obtient des chiffres bien encourageants: 45 p. cent de femmes par rapport à 55 p. cent d'hommes. Bravo. Mais, si on soustrait les secteurs secrétariat et commis, pour en arriver à la catégorie qui nous intéresse, soit celle des «filmmakers», on se retrouve avec une tout autre réalité: 30 p. cent de femmes contre 70 p. cent d'hommes. Et à la production: un maigre 20 p. cent de femmes. Cependant, ces statistiques ne tenant pas comp-

CONCOURS DE JOURNALISME 85
La presse

te des pigistes, cela fausse un peu les données, précise Marjolaine Loïselle de l'ONF. «Surtout que nous avons de plus en plus recours à cette forme d'engagement. Sur environ 3 000 pigistes engagés par année, il y a une bonne proportion de femmes.» Selon Mme Loïselle, il y a beaucoup d'amélioration de la condition des femmes à l'ONF par rapport aux données révélées dans un document spécialement à cet effet en 1978: *Les femmes à l'ONF, une étude sur l'égalité*.

Un peu d'histoire...

Au Québec, le premier mouvement des femmes cinéastes est celui de la série pionnière *En tant que femmes (1972-1975)* réalisée à l'ONF, relate Louise Carrière dans son livre *Femmes et cinéma québécois*. Six longs métrages sur les changements en cours dans la condition des Québécoises: *Les filles du Roy* et *Le temps de l'avant* de Anne-Claire Poirier, *J'me marie j'me marie pas* de Mireille Dansereau, *Souris tu m'inquiètes*, *Les filles c'est pas pareil* et *À qui appartient ce gage?* Puis en 1979, Mireille Dansereau réalise *L'arrache coeur*.

«Je considère que c'est important de parler de nous, les femmes. Si on ne le fait pas qui le fera aussi bien? s'interroge Mireille Dansereau. Mais, poursuit-elle, il y a des réticences face aux «sujets de femmes». Par exemple, l'an dernier, j'ai proposé de faire un film sur la fausse couche et tout ce qui entoure cet événement dans la vie d'une femme. La Société générale du cinéma a refusé le scénario. Présentement, je travaille à un autre projet de film sur le thème: «créativité-fertilité» qui pourrait être produit par Louise Carré. Je travaille aussi avec Louise sur un scénario à partir d'un livre de Marie-Claire Blais: *Le saut dans la ville*. Ce serait la première fois qu'un film serait tiré d'un roman de cet auteur québécois.»

En 1977, Louise Carré a fondé,

avec deux partenaires, La Maison des Quatre. Cette boîte de production qui regroupe maintenant quatre femmes (sans rapport avec son nom) privilégie ou plutôt encourage les réalisations de femmes. Louise Carré, c'est l'audacieuse, qui après avoir travaillé durant plusieurs années comme administratrice à l'ONF décide, à quarante ans, de tourner son premier long métrage: *Ca peut pas être l'hiver on n'a même pas eu d'été* (1980). Premier essai, premier succès. Louise Carré devrait réaliser bientôt un deuxième film, un portrait d'une femme de quarante ans...

Le feu à la cuisine!

«Une fois de plus les fonctionnaires de la culture renvoient à l'assistance sociale les artistes qui s'acharnent à vouloir parler.» Voilà le cri de protestation que lançait Paule Baillargeon en 1978, alors qu'elle entreprenait de faire un spectacle bénéfice afin de trouver les fonds neces-



Une séquence du film «Quel numéro What number?»

saire pour terminer son premier film (en collaboration avec Frédérique Collin): *La cuisine rouge*. C'est seulement en 1980 que ce long métrage sur les relations hommes-femmes (non-communication) a fini par voir le jour et encore... «Vu nos maigres moyens, il est resté un film de cinémathèque, donc à diffusion restreinte, précise Paule Baillargeon. En réalité, poursuit-elle, personne à l'ONF ne savait vraiment ce que nous voulions faire. *La cuisine rouge* était un film dérangeant.»

Lors d'une émission sur les femmes cinéastes à la radio de Radio-Canada, Léa Pool, réalisatrice de *La femme de l'hôtel* et de *Strass Café* (1979), expliquait que ce qui peut être «dérangeant» dans un cinéma de femmes c'est la forme ou le nouveau regard qui transparaît dans certains films réalisés par des femmes. «Les problèmes de financement pourraient être reliés à cela, en partie, poursuit Léa, puisque le rôle du producteur est de faire des sous, je pense que sa notion de ce qui peut marcher est complètement liée à un cinéma existant. Et le cinéma, en l'occurrence, jusqu'à tout récemment, était masculin.»

Paule Baillargeon confirme: «C'est sûr que l'industrie du cinéma est encore assez «machos», mais les femmes ont gagné leur crédibilité en tant que réalisatrices.» Paule est en train d'écrire

le scénario de son prochain film, une commande de l'ONF, où elle continuera de cumuler les deux fonctions (ses deux métiers) de comédienne et de réalisatrice puisqu'elle jouera aussi un rôle dans son film.

Le cinéma a-t-il un sexe?

Un numéro spécial, «Cinéastes québécoises», du magazine *Copie Zéro* amène une réflexion intéressante autour de la place qu'occupent les femmes dans la production cinématographique. Place qui, dit-on n'est pas indissociable de la représentation qu'on donne d'elles à l'écran depuis les débuts du cinéma. Dans ce contexte, poursuivent les auteurs, pour la femme, être derrière la caméra ou dans la salle de montage, c'est toujours être hors sujet, femme objet.»

Les cinéastes ne sont pas toutes d'accord avec cette «sexisation» du cinéma. D'ailleurs, tous les films faits par des femmes ne prônent pas pour autant l'égalité des sexes et les grands principes féministes. Micheline Lanctôt est catégorique à ce sujet. «Je ne suis pas féministe, semble-t-elle fière de dire. Je n'aime pas les films de femmes étiquetés féministes ou du genre grandes amitiés entre femmes, complicité magique, etc. Ça sonne faux au cinéma. Les créateurs ne devraient pas être engagés.» C'est clair, Micheline

Ce reportage est le dernier d'un groupe de six que LA PRESSE a retenus dans le cadre de son Concours de journalisme 85. Le concours était ouvert à deux groupes d'étudiants en communications de l'université Laval et de l'UQAM. L'auteur, Sylvie Laplante, est étudiante à l'Université du Québec à Montréal.

Lanctôt ne veut pas entendre parler d'un cinéma de femmes, surtout pas dans son cas. D'ailleurs, contrairement à la majorité des femmes cinéastes qui ont tendance à présenter des personnages principaux féminins, Mme Lanctôt, elle, avait choisi comme sujet de premier long métrage un «Homme à tout faire».

Cette question face à l'existence du cinéma de femmes provoque diverses réactions de la part des cinéastes. Pour certaines, elle est carrément dépassée ou choquante, agaçante pour plusieurs ou alors tout simplement évidente pour d'autres. «Ce qui fait la force de «*Quel numéro What number?*» ce sont les femmes qui y figurent. J'ai voulu redonner à ces femmes qui opèrent les nouvelles machines la possibilité d'exprimer leur créativité et leur finesse auxquelles leurs emplois font de moins en moins appel, explique Sophie Bissonnette qui avait aussi co-réalisé le documentaire *Une histoire de femmes* (gagnant du prix de la Critique québécoise en 1981).

«Moi, c'est pour la cause d'un cinéma québécois de qualité que je me bats, avant tout. Pourquoi insistez-vous tant sur la condition des femmes? me demande Nicole Robert, coproductrice de *La guerre des tuques*. Depuis douze ans qu'elle travaille dans l'industrie privée (du cinéma), Nicole Robert ne trouve pas que ce métier soit plus difficile pour une femme que pour ses confrères. «Il y a bien quelques petites anecdotes qui me viennent à l'esprit. Par exemple, quand j'ai commencé dans mon ancienne compagnie de films d'animation (Animabec), j'avais un partenaire masculin et je passais souvent pour sa secrétaire. Mais, c'était au début, avant qu'on ne connaisse ma véritable fonction. Il faut du temps pour effacer les vieux schèmes établis.» Même genre de commentaire de la part de Suzanne Guy, réalisatrice de

«*C'est comme une peine d'amour*, un long métrage documentaire sur l'avortement «vécu de l'intérieur des êtres». «J'ai voulu faire un film à public large, justement sans étiquette féministe. Il y a aussi des hommes qui prennent la parole dans le film et pour cette raison je n'ai pas reçu d'appui des groupes féministes.»

Selon Léa Pool, il est d'autant plus difficile de se faire reconnaître comme cinéaste quand on tente de faire du cinéma «différent». «Même moi, je ne pensais pas que *La femme de l'hôtel* marcherait si bien, avoue-t-elle. On m'avait conseillé de le diffuser dans les cinémas de répertoire: deux semaines à l'Outremont, deux semaines à L'Autre Cinéma. Moi, j'ai dit: donnons-nous une chance, essayons au moins de le lancer dans les salles commerciales. Et ça a bien fonctionné: sept semaines au Berri où il aurait pu tenir encore plus longtemps.» Pourtant, même avec le succès de *La femme de l'hôtel*, Léa Pool dit avoir encore de la difficulté à faire approuver ses scénarios. «On me renvoie toujours les mêmes raisons de refus: trop hermétique, pas d'histoire, du cinéma d'auteur... C'est la forme qui dérange.» Léa Pool est déjà en train de réaliser un autre film. «Anne Trister est un film sur la solitude des êtres où tout se joue au niveau de l'expression: le rire, les larmes... L'émotion y est vive. Je crois qu'on peut faire des films qui donnent une tout autre image des femmes sans que ce soit directement vu comme un traité féministe...»

En sommes-nous rendues là? Dépassé le temps des grandes dénonciations et des revendications ouvertes? Vers un féminisme intégré, qui se fait au lieu de se dire, au cinéma comme dans la vie. Ou alors, comme pour certaines cinéastes (et combien de femmes?), la «cause» n'inspire plus, l'intérêt est ailleurs... L'ère de l'individualité...? □



Micheline Lanctôt



Anne-Claire Poirier



Suzanne Guy



Sophie Bissonnette

Rien n'est encore joué définitivement au Nicaragua

Les dirigeants sandinistes ont célébré la semaine dernière à Managua le sixième anniversaire de leur arrivée au pouvoir, au moment où le Nicaragua s'enlise chaque jour davantage dans une guerre interminable. Même si les attaques des «contras» (rebelles antisandinistes) ne posent toujours pas une menace sérieuse pour le gouvernement, la guerre, qui fait rage sans relâche depuis 1981, s'est imposée, au fil des combats et des morts,



Jacques Lemieux

A MANAGUA

comme le trait saillant de la vie de tous les jours dans ce pays.

Les 10000 à 12000 «contras» n'ont pas encore réussi à «libérer» une portion significative du territoire national, mais leurs coups d'épingles ont lourdement hypothéqué l'économie nicaraguayenne. De surcroît, cette guerre, cruelle et sournoise, a déjà fait couler passablement de sang et de larmes parmi les trois millions d'habitants du Nicaragua. Le gouvernement parle, entre autres, d'environ 8000 morts et de 7582 orphelins. Une situation qualifiée de «tragédie» par le président Daniel Ortéga.

Succès de l'armée

Malgré tout, l'accent est plus que jamais mis sur l'effort de guerre. Les dépenses militaires englobent officiellement cette année 40 p. cent du budget national. C'est un dur sacrifice, mais un sacrifice qui donne des résultats, du moins sur le plan militaire.

Les troupes gouvernementales, qui n'avaient cessé en 1984 de perdre du terrain, semblent être en train de renverser la vapeur. A l'instar de l'araignée qui tisse patiemment sa toile, les maquisards avaient réussi l'an dernier à s'infiltrer profondément à l'intérieur du territoire, et, à un certain moment, leurs actions s'étendaient même à 8 des 16 départements du pays. Depuis, le calme est revenu dans plusieurs bleds isolés du nord où la population avait dû se rési-

gner à vivre dans l'angoisse continue. «Les gens se permettent même de sortir le soir. Pour eux, c'est une véritable fête», nous commente M. Henry Coursol, un prêtre québécois qui est curé du petit village de Totogalpa, à une vingtaine de kilomètres de la frontière hondurienne.

Ce redressement spectaculaire de la situation a fort à voir avec l'offensive sans précédent que poursuit l'armée depuis le début de l'année, et qui s'est soldée, selon le ministère de la Défense, par «l'anéantissement de plus de 2000 mercenaires de la CIA», expression désignant les rebelles. Au sud comme au nord, des milliers de rebelles ont dû se replier en territoire costaricien ou hondurien devant l'avance presque irréductible des troupes sandinistes.

Dialoguer avec la contra?

Qualifiée «d'agression impérialiste» par le gouvernement et de «conflit civil» par l'opposition intérieure aux sandinistes, la guerre continue de polariser et de surchauffer l'opinion publique. Aux pressions constantes du président Ronald Reagan pour que les sandinistes ouvrent des négociations avec leurs opposants armés, viennent se greffer des appels similaires lancés par l'opposition intérieure, qui est regroupée sous l'égide de la «Coordination démocratique».

Intronisé récemment cardinal, l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando y Bravo, multiplie ses homélies en faveur d'une «grande réconciliation nationale de la famille nicaraguayenne». Farouche adversaire des sandinistes, le Cardinal Obando y Bravo a, à son retour de Rome, fait escale à Miami où il a célébré une messe devant les membres de la communauté nicaraguayenne en exil. Et preuve de sa détermination, il a donné la communion à MM. Adolfo Caléro et Eden Pastora, respectivement leader de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) et de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE). Ce faisant, il a presque fait du dialogue national une condition «sine qua non» à toute amélioration des rapports entre l'église et le gouvernement.

Les autorités, mais plus particulièrement la presse prosandiniste, ont bien exprimé depuis quelque temps leur désir d'en arriver à un «modus vivendi» avec l'église, mais le dialogue national est un point sur lequel elles n'ont surtout pas l'intention d'in-



fléchir leur position. «Nous voulons discuter avec le propriétaire du cirque, pas avec les acrobates», avait déclaré Daniel Ortéga lors de la campagne électorale de l'an dernier. Et tout indique qu'il n'a pas varié d'opinion: c'est quelque chose qui «n'a aucun sens et ceux qui ont promu cette idée devraient l'oublier», a-t-il encore dit le 18 juin. «Qu'ils s'otent cette idée-là de la tête», a sèchement répété M. Ortéga.

Quelques jours auparavant, le ministre de l'Intérieur, M. Tomas Borge, s'était montré ouvert à un dialogue, mais «un dialogue qui signifie des concessions mutuelles, et non pas la renonciation à la conquête historique de la victoire populaire.» Pour l'instant donc, il n'est toujours pas question de négocier avec les rebelles. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement ne soit pas disposé à reconnaître certaines erreurs du passé.

Les pourparlers entrepris avec les Indiens Miskitos de l'organisation Misurasata sont pour le moment suspendus, mais les progrès qui y ont été accomplis illustrent bien la volonté gouvernementale de leur accorder une certaine autonomie politique ou, à tout le moins, de procéder à une vaste décentralisation administrative.

Les sandinistes ont même prévu le retour graduel des Miskitos au Rio Coco, d'où ces derniers avaient été délogés il y a plus de

trois ans. Ce retour au fleuve «sacré» n'aurait jamais été rendu possible sans l'accord implicite d'une autre organisation de Miskitos, la Misura de M. Steadman Fagoth. Le gouvernement avait clairement averti qu'il ne négocierait jamais avec M. Fagoth en raison de ses liens avec l'ancienne garde somoziste. Cela n'a pas empêché que des discussions aient lieu entre les représentants du Front sandiniste et de Misura dans la région de Puerto Cabezas, au nord-est du pays.

Une opposition impuissante

Des discussions sérieuses ont été aussi entreprises avec la hiérarchie catholique concernant le retour au pays de dix prêtres étrangers qui avaient été expulsés en juillet dernier. Les sandinistes ont également tendu la main aux producteurs privés, qu'ils ont décidé d'encourager décisivement afin d'accroître la production. La censure de presse a été sensiblement relâchée et pourrait même être prochainement abolie si le gouvernement acceptait une demande en ce sens formulée par le syndicat officiel des journalistes.

L'opposition se méfie de ces ouvertures et craint qu'il ne s'agisse que d'une autre opération cosmétique d'un régime dont le but ultime est, selon elle, l'édification d'une société communiste. Doit-elle répondre à ces

avances du gouvernement ou plutôt suivre discrètement les conseils de l'administration Reagan, comme lors des élections de novembre dernier?

Elle ne le sais pas, elle se cherche, elle est divisée et manque de leaders. Cette incapacité d'agir et surtout de se définir l'empêche en ce moment de tabler sur le mécontentement populaire à l'égard du gouvernement. Faute de programme, elle se limite à une dénonciation en règle de tous les faits et gestes du régime. Sans plus.

Dans son grand reportage sur le Nicaragua, publié dans le «New York Times», l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa n'a surtout pas manqué de comparer les partis de la Coordination démocratique à des «juntas de notables», sans véritable audience populaire. «Ils n'admettent pas qu'ils ont commis une erreur en s'abstenant de participer aux élections de novembre (...), écrit-il entre autres. Et d'ajouter: «Ils ne peuvent faire autre chose que de se dire entre eux, et de tenter de convaincre les autres que le Nicaragua est déjà — ou est sur le point d'être — un état totalitaire, satellite de l'URSS, ce qui en dernière instance réduit leur stratégie au «catastrophisme»: attendre que les «contras», aidés par les «marines», corrigent cette situation intolérable.»

«Eux et nous»

Parmi l'opposition, les opinions sont divisées sur l'effet réel que les contras ont eu sur les sandinistes. Une école populaire de pensée croit que la guerre a empêché les sandinistes de concrétiser leurs plans radicaux et les a contraints de projeter vers l'étranger une image «pluraliste».

«Peut-être l'appui américain aux groupes armés nous a-t-il aidé», déclarait-il y a quelques mois M. Edouardo Rivas Gastéazoro, président de la Coordination démocratique. «Nous ne sommes pas en faveur de la lutte armée, mais n'eût été de cette dernière le gouvernement en aurait peut-être déjà fini avec l'opposition.»

Dès lors, on ne se surprendra pas que le gouvernement exploite ce genre de déclarations pour les interpréter comme un appui implicite aux contras et accuser ainsi l'opposition de «faire le jeu de la CIA», nous fait remarquer un diplomate occidental.

«Les sandinistes, ajoute ce

Le mécontentement gagne tous les secteurs populaires

→ même diplomate, ont tenté de forger une mentalité 'd'eux et nous'. Leur argument consiste à dire: si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous et avec eux.»

Il serait bien difficile d'interpréter autrement les propos du commandant Carlos Nunez qui écrivait le 17 juin dans le quotidien sandiniste «Barricada»: «Pour être Nicaraguayen, il faut être combattant. Toute autre attitude n'est que lâcheté, inconséquence et démagogie. Celui qui, en ces jours de luttes et de victoires, fuit ses engagements ne mérite pas d'être Nicaraguayen.» Des propos qui amènent à son tour l'opposition à renchérir «qu'avec ou sans guerre des contras, les sandinistes trouveront toujours des motifs pour restreindre les libertés.»

Une économie moribonde

Les «contras» ont peut-être échoué sur le plan militaire et politique, mais ils ont en revanche rendu la situation économique presque insoutenable et très menaçante pour le gouvernement. En quatre ans, ils ont désarticulé l'économie en lui infligeant des dégâts matériels et des pertes indirectes qui s'élèvent à près de 1,3 milliard de dollars, selon des sources officielles.

La guerre coûte cher, très cher, et selon plusieurs observateurs le gouvernement ne pourra se permettre encore pour longtemps de poursuivre au même rythme son effort militaire contre les «contras». «Tout pour les combattants, tout pour les fronts de guerre», proclament aux quatre coins du pays d'immenses panneaux-réclame. Le gouvernement est toutefois bien au fait que cet appui massif à la défense risque, en revanche, d'exacerber les problèmes d'approvisionnement et pourrait bien, par voie de conséquence, l'exposer à un effritement de sa base d'appui populaire.

Reste à savoir maintenant pendant combien de temps encore la population consentira-t-elle davantage de sacrifices? «Une population peut endurer et comprendre pendant un certain temps le rationnement et la pénurie de produits de première nécessité. Mais lorsque cela dure depuis quatre ans — comme c'est le cas ici — les choses risquent de se compliquer sérieusement pour le gouvernement», fait constater à PLUS un coopérant technique occidental en poste au Nicaragua depuis le renversement de Somoza.

Autocritique

Devant la grogne et le mécontentement qui gagnent progressivement — et dangereusement — l'ensemble des secteurs populaires, les sandinistes ont esquissé une forte autocritique. «Ils sa-



Des soldats sandinistes, quelques-uns à cheval, prennent un bref moment de répit au cours d'un raid contre les «contras» dans la province de Jinotega. La photo a été prise la semaine dernière.

vent que la guerre des contras et le blocus des Américains n'expliquent pas tout, et que leurs erreurs ainsi que le bureaucratisme et une certaine corruption ont aussi pour beaucoup contribué à la détérioration de la situation», nous déclare M. Enrique Bolanos, président du Conseil supérieur de l'entreprise privée. Certains cadres, précise-t-on d'autres sources, comme par exemple le maire de Managua, doivent davantage leur poste à des raisons partisans que de compétence. Des scandales de corruption et de détournement de fonds ont récemment éclaté dans plusieurs ministères.

Cette campagne d'autocritique n'est pas à proprement parler nouvelle, mais pour la première fois une dépurative importante a été entreprise dans les rangs du Front sandiniste. Et pour la première fois également, une partie de la presse prosandiniste prend ses distances par rapport à certaines décisions gouvernementales. Ainsi, le «El Nuevo Diario» écrivait le 22 juin: «le peuple comprend les difficultés, mais il

est nécessaire que les ministres et les fonctionnaires se rendent compte que sa tolérance est rationnelle et patriotique, pas imbécile. Il y a des ministres qui pensent (...) avoir hérité de leur poste à vie.»

Année de tous les dangers

Devant la montée des périls, les sandinistes font donc tout en leur possible pour redorer leur blason tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Aussi les observateurs n'écartent pas la possibilité que le gouvernement, à défaut de pouvoir dialoguer avec la contra, puisse maintenant sincèrement chercher un accommodement équitable avec l'opposition intérieure qui soit de nature à apaiser les foudres de l'administration Reagan et, surtout, à séduire l'Internationale socialiste et les pays d'Europe occidentale.

Ils seraient d'autant plus enclins à une telle opération qu'ils savent très bien que l'Union soviétique ne pourrait assurer leur survie en cas de confrontation

militaire directe avec les Américains. L'URSS a fourni l'essentiel des armes au Nicaragua, mais elle est nullement intéressée — et ne semble pas avoir les moyens — d'injecter annuellement dans l'économie nicaraguayenne de \$3 milliards à \$4 milliards comme elle l'a fait depuis plus de vingt ans à Cuba.

Ce manque de garanties de la part des Soviétiques pourrait bien contraindre les dirigeants sandinistes à opérer une révision aussi déchirante que nécessaire. Quoi qu'il en soit, ils savent qu'ils doivent être prudents et qu'ils doivent s'armer de patience s'ils veulent éviter la lame de fond qui menace d'engloutir leur frêle embarcation perdue quelque part dans la tourmente centre-américaine. Six ans après le renversement de Somoza, rien n'est donc joué définitivement au Nicaragua où tous les revirements sont encore possibles, même les plus inimaginables. En ce sens, 1985 demeure toujours l'année de tous les dangers.

plus

Éditeur

Roger D. Landry

Coordination

Paul Longpré

Responsable des chroniques:

Pierre-Paul Gagné

Tél.: (514) 285-7070

Page couverture:

Diane Gagné LA PRESSE

Mise en page:

Jacques Gagnon

Fernand Marcotte

Collaboration

Philippe Barbaud

Jean Basile

Berthio

Jean-François Doré

Claire Dutrisac

Serge Grenier

Gérard Lambert

Sylvie Laplante

Yves Leclerc

Mario Masson

Simone Piuze

Toronto Michel Labrecque

Vancouver Daniel Raunet

Moncton Achille Michaud

Mexico Francis Pisani

Managua Jacques Lemieux

San Salvador Édith Coron

Washington Jean-F. Lisée

Rome Jean Lapiere

Bruxelles Claude Moniquet

Chypre Robert Pouliot

Tokyo Huguette Laprise

Taiwan Jules Nadeau

Publicité

Responsable des cahiers spéciaux
Manon Chevalier

Secrétariat

Micheline Perron

Tél.: (514) 285-7319

L'EMPIRE DES SENS



Serge Grenier

EXPOSITION

La photo a une ville

Edgar Gariépy (1881-1956) n'est pas plus connu que le Montréal disparu qu'il a documenté pendant des décennies. Jusqu'au 26 août, à la maison de la Culture de Côte-des-Neiges, tirées d'un fond de 10 000 pièces, soixante touchantes images de l'ancien Montréal, celui de Médéric Martin, d'Adhémar Raynault et de Camillien Houde.

ARCHITECTURE

Terrebonne

Plusieurs monuments intéressants pour une aussi petite ville. La très belle rue Saint-Louis, avec les trois manoirs centenaires, l'église, le couvent, les anciennes maisons. Et les bâtiments de l'Île des Moulins que la municipalité et les Affaires culturelles ont réaménagés en bibliothèque. Une réussite.

CHANSON

Michel Jonasz

Depuis toutes ces années qu'il bosse et tire la charette, il rejoint les ligues majeures. Aussi Français que Dalida, qui est Égyptienne, Michel Jonasz est Hongrois. Il réintroduit dans la chanson française le souffle que lui avait communiqué Claude Nougaro, il y a vingt-cinq ans, et un swing qu'elle n'avait jamais eu. Sur son disque «Unis vers l'uni», dix chansons — toutes remarquables — dans lesquelles il fait exécuter à la langue française des pirouettes dont on ne la croyait pas capable, la chère vieille! Un must pour discothèque.

OTTAWA

E.D. se sent d'équerre

Quoi de plus reposant pour un homme qui travaille fort et se dépense sans compter — je parle de moi, là — que des bonnes vacances! Je déborde d'énergie, je pète le feu et, si je m'écoutais, je

transporterais des montagnes. Tous ces gens que j'ai rencontrés et qui ne m'ont pas ménagé leurs encouragements. Ainsi, ce sympathique, bien qu'agé, vieil lion Maurice Bellemare. Il m'a parlé comme à un fils et moi, comme à un père. Il m'a prodigué de précieux conseils sur la longévité en politique, me répétant sans cesse cet axiome qu'il a fait sien et qui l'a si bien servi: ce n'est pas la grosseur de la hache qui compte, c'est le swing du manche. Eh bien! mes excuses aux politicologues, mais il y a plus de sagesse dans cette simple petite phrase que dans n'importe quel savant traité. Il m'a longuement entretenu d'un homme pour qui, malgré sa mort qui remonte à 1959, il éprouve une admiration qui ne se dément pas. Cet homme qui faisait manger les évêques dans sa main, qui se faisait le défenseur de la foi en pourchassant les Témoins de Jéhovah et dont, malgré le proverbial sans-gêne des pigeons, une admirable statue orne maintenant les jardins du Parlement provincial, qui est demeuré célibataire pour mieux épouser sa province, qui a été si magistralement personifié à la télévision par Jean Lapointe. Vous l'aurez sans doute reconnu: Maurice Duplessis. M. Bellemare m'en a si bien parlé que, c'est bien simple, j'en avais les larmes aux yeux. Je me suis ensuite rendu à Québec. Toutes ces vieilles rues et leurs sympathiques habitants qui datent du régime français, c'est vraiment de toute beauté. J'ai été grandement impressionné par ces Plaines d'Abraham où, il faut bien l'admettre, quoique je ne sois pas rancunier, on a mangé toute une volée. On m'a dit que les seules batailles à y avoir encore lieu sont nocturnes et se déroulent dans les buissons. Je m'en suis abstenu car je suis un Canadien pacifique.

LA RUÉE VERS L'ART



POUR
ÉCOUTER

Mario Masson



Place à Dire Straits

Voici le dernier album de Dire Straits. L'intro est banale, je vous l'accorde. Mais comment présenter ce groupe superbe qui fait, depuis son tout premier album, partie de mes classiques. J'avais pensé aux roulements de caisse claire avec l'éternel «Mesdames et Messieurs, voici Dire Straits.» Le genre est éculé, il faut bien rire, straight. Réal Giguère en faisait ses beaux dimanches il y a déjà quelques décennies. Il m'est aussi venu à l'esprit l'apostrophe sérieuse: «Voici, Mesdames et Messieurs, le dernier disque du groupe anglais Dire Straits: facture impeccable, jeu guitaristique incroyablement peaufiné, alors que...» Enfin vous voyez le genre. Un peu lourd comme annonce... Restent donc les trucs tonitruants. Une exposition colossale et le nom Dire Straits en lettres de feu. Trop pompeux. Et plus je séchais sur le sujet, plus je m'éloignais de la simplicité sereine de Dire Straits. Mark Knopfler aurait présenté son produit tout naturellement, sans fioriture, et il aurait laissé parler sa musique. Et il aurait tout à fait raison.

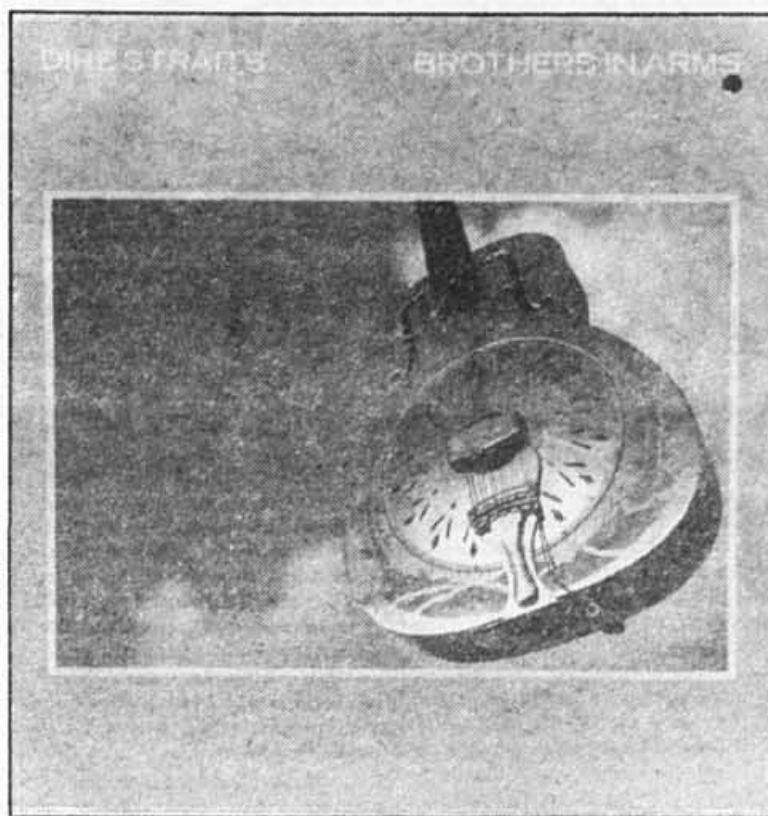
Dire Straits s'est finalement toujours tenu éloigné des modes. Il est apparu comme ça, tout benoîtement, presque d'une façon pépère, en 1978. Flash back. Le mouvement PUNK dans toute sa fureur. Les Sex Pistols qui hurlent au monde leur sanie outrancière. Et dans la foulée une musique saccadée, sauvage, cassée, essentielle à l'époque, mais bien loin de toute musicalité. Et de l'autre côté, les dinosaures du rock comme les Stones qui rapiècent tant bien que mal les mêmes mélodies depuis 15 ans, ou David Bowie qui, à force de changer de visages, en venait à ne plus reconnaître personne lorsqu'il se regardait dans un miroir.

Et dans la tourmente, Dire Straits. Des gars ordinaires. Jeans maganés. Chemises à carreaux. Running shoes. L'air un peu perdu. Deux frères surtout, Mark Knopfler, le surdoué de la gratte et le mélodiste hors pair, et son frangin qui sera éventuellement éjecté du groupe, et le désir d'une musique dense, souple, chaude, et mélodieuse, sans pour autant verser dans la gnan-gnanerie.

1978. Dire Straits. Une bande

de garage comme tant d'autres. Mark, professeur le jour et rocker le soir. Et les autres membres du groupe sont logés à la même enseigne. Ils se rassemblent pour «tripper» à la tombée du jour. Et parfois mettent en forme les compositions superbes de Mark, qui non seulement assure d'incroyable façon sur la guitare, mais en plus chante d'une voix dylanienne (évidemment toute voix tant soit peu nasillarde sera dylanienne) des textes forts et réalistes, qui accrochent, qui riment avec noblesse, des textes dont on sent qu'ils ont été travaillés, écrits, jusqu'à ce qu'ils soient d'une telle simplicité, d'une telle élégance, comme la musique d'ailleurs, que les chanter devient une joie et une réussite.

Alors le groupe envoie, comme ça, une maquette de quelques chansons au D.J. local, lequel apprécie et fait entendre ensuite à ses auditeurs. C'est le déluge de téléphones. Mais qui est-ce? Qui est-ce? Parmi les auditeurs, un gars de compagnie qui bien vite fait signer Dire Straits. Alors un premier album. Et la réponse du public est renversante. Il s'en vend quelques millions.



C'est à cette époque que j'ai découvert Dire Straits, via les chansons Down to the Waterline et Sultans of Swing. Une musique magique. Une section rythmique impeccable alors que la basse et la batterie s'entendent à merveille pour marquer le temps avec une précision inouïe. Et les guitares. Mark Knopfler est un génie de la guitare. Son style d'ailleurs est en train de passer à la postérité. Une guitare grave et sensible, aux élan justes, qui se sent autant à l'aise dans la rythmique d'accompagnement qu'elle assaisonne d'accords assourdissants ou de glissés subtils à deux cordes déposés avec douceur sur

les temps faibles, que dans les solos, alors que Knopfler fait tantôt hurler sa stratocaster, pour la mater une seconde plus tard, tantôt murmurer pendant qu'il brode un fin tricot-mélodie qu'enjolivent encore tous les trucs du guitariste accompli comme lorsqu'on claque les cordes, les étouffe, les pince, les étire, les martèle. Et toujours avec une infinie sensualité.

Et toute cette force, cette ingéniosité, cette prestance, cette simple joie de jouer sont mises au service d'une musique simple, presque pure, rock-n-roll, oui, mais aussi country, et parfois western, avec des éclairs de folk dans certaines progressions accordiques, et dans les voix, et des nuances classiques dans certaines intros. Et merveille, tout se fond, qui pourrait être dissonance, en une musique racée, robuste, dont les pulsations sont toujours envoûtantes, quelles soient frénétiques ou baladeuses.

Le dernier album de Dire Straits, Brothers in Arms, est de la même cuvée. Il n'étonne pas comme le premier disque, mais on y retrouve une atmosphère, un sens musical unique. Que l'on enrichit délicatement. Dans la chanson Money for Nothing, on entend la voix de Sting. Dans l'extraordinaire chanson Your last trick, le saxophone de Mike Brecker répond majestueusement aux envolées lyriques de Knopfler. Cette chanson est du même cru que le Private Dancer que Knopfler a donné à Tina Turner. Tout l'album assure qu'avec une fusion de ballade, de folk, de country, de vieux swing, on peut engendrer un rock original, puissant et volubile.

Mesdames et Messieurs, voici le dernier album de Dire Straits. Son titre: Brother in Arms. Sur étiquette Polygram-Vertigo. □

LES CHOIX DE GÉRARD LAMBERT

THE THREE O'CLOCK
«Arrive without travelling»
IRS-5591

☆☆☆

Le son lysergique des années soixante est ici pour rester. Groupe de Los Angeles qui offre un produit limpide et énergique. Point de trace de génie, ils ont la rage de jouer, n'est-ce pas déjà beaucoup. Ils ont une touche stylée et percutante, authenticité des mélodies, riffs net et drus avec utilisation des guitares saturées. Cette conduite donne des morceaux sensibles et nostalgiques. Un groupe qui est un véritable modèle de contrastes et d'électricité dominé. Hallucinogènes ou non, nous sommes prêts pour de nouveaux délires ouatés. Nous sommes revenus au temps des sensations fortes et des nuits éclatées. Tous ceux qui savent ce que signifie danse et mélodie, ceux-là méritent le plaisir sans mélange que constitue ce disque. Offrez-vous la folie de l'expérience. Prenez l'Express de minuit avec The Three O'Clock sans vous déplacer.

THE STYLE COUNCIL
«Internationalists»
POLYDOR POLR-2006

☆☆☆☆

Pour une soirée cool, le nouveau style Council débarque sans vraiment s'annoncer, en même temps que l'été. Des chansons engagées, lyriques et amples, de facture classique. Un bon compromis entre la latinité et une certaine rigidité européenne, la relation du rythme, de la mélodie phrasée, et de la revendication. Paul Weller (l'auteur-compositeur) est le chantre de la nouvelle subjectivité. Sa musique est celle du plaisir et de la passion avec des textes adaptés aux réalités sociales. On entend vibrer son cœur. Style Council arrive, et seuls se perdront les coincés des nuits poudreuses et les mondains. L'auteur lui, s'y retrouve. Car le groupe ramène l'émotion, et le plaisir de l'écoute. Habiles à cocoter de savants cocktails, avec des voix, des mots et des notes. Soyez intelligents et gentils; ne vous dites pas que vous vous en fichez.

LES DÉSAXÉS
Import Reflexes FAB-2057

☆☆☆

Oh la! la! Ces nouveaux groupes français! Ça n'a plus de sens! Prenez les désaxés par exemple, pas dix secondes que ce disque tourne sur ma platine que déjà je mords à l'hameçon. Ce qui fait l'attrait de ce premier album? Simplicité. Un bon shoot de rock tout simple qui ne demande rien à personne, avec plein de bons sentiments. Un rock qui est jubilatoire et sans complexes. Des refrains gais, le rythme sûr, cavalcade joyeuse d'adolescents magiques, qui nous parle de la bonne tension en ville, surtout quand on sort avec les filles. Ce nouveau groupe est sacrément affûté! Un bon carré du meilleur effet, avec du peps et du style, où les racines des années soixante sont bien digérées. Mais alors ces jeunes gens avaient donc du talent, et on ne me disait rien? Gros. Juvenile. Sans frime ni pose ni rien. Désarmant.

BRYAN FERRY
«Boys and girls»
WARNER BROS. WB-92-50821

☆☆☆☆

Il est assez difficile de parler de passage à la vitesse supérieure dans le cas de Ferry, car le maître du changement n'était pas vraiment réputé pour faire du sur-place. Par rapport à ses albums précédents il est passé à un palier supérieur, comme s'il avait découvert dans sa mécanique une providentielle vitesse supplémentaire. Un dépassement de soi un accomplissement explosif. Il n'est pas question de se répéter, il faut avancer, encore et toujours. «Boys and girls» est un disque qui séduit. Petit à petit on vient à découvrir les subtilités harmoniques qui truffent l'album. On se laisse alors surprendre par l'extraordinaire qualité de ses chansons, toutes originales par ses rythmiques relaxes, complexes, ses solos lumineux et sa voix délicate. Son feeling et son ambiance sont traités avec finesse, sobriété (ses solos ne sont jamais trop longs) et de classe. Un disque de la race des classiques toujours trop courts, celui où l'on voudrait sans arrêt voir plus de morceaux par face. Un album qui ondule sensuellement... c'est magique.



Coquetterie ou sens inné de la dignité?

Je ne pouvais décidément pas partir en vacances sans revoir, avant mon départ, ma vieille amie Rosie que j'ai un peu négligée, ces derniers mois.

C'est toujours avec un peu d'émotion que je la retrouve, inchangée. On dirait qu'elle ne vieillit pas, si ce ne sont ses gestes un peu plus lents. Sa coquetterie naturelle ne la quitte pas. J'admire sa blanche chevelure. «Je sors de chez le coiffeur» me confie-t-elle.

La chance de Rosie

— Tu ne connais pas ta chance, Rosie, de pouvoir te faire coiffer quand tu le désires. Peut-être l'ignores-tu, mais dans certains établissements des Affaires sociales (centres d'accueil) (C.A.), centres hospitaliers de courte durée (CHCD) et de longue durée (CHSP), on a adopté une nouvelle politique pour les personnes âgées. La plupart retiennent les services d'une ou de plusieurs coiffeuses qui, certains jours, mettent leurs talents à la disposition des bénéficiaires. Pour les femmes qui administrent elles-mêmes leur allocation de \$115 par mois, point de problème.

Mais il en va tout autrement, quand il s'agit des autres, de celles qui sont confuses, perdues. «Qui administre la somme qui est leur?» demande Rosie.

— Ce peut être un curateur, public ou privé ou simplement un membre de la famille. «Et alors, cette nouvelle politique dont tu parlés?» — Elle consiste à défendre aux coiffeuses d'offrir leurs services à la famille. Pour ne pas la gêner! Si bien, que le curateur, habilité ou non par la loi, se dispense de ce devoir. «Pourquoi?» — Soit par insouciance, soit par apreté au gain. On se réfugie derrière la sénilité dont est affectée la bénéficiaire en cause pour lui laisser une tête à faire peur. Le prétexte est tellement simple: les malades dont l'esprit a sombré ne s'en rendent pas compte!

«Tu crois cela, toi? Moi pas.» — Et tu as raison, Rosie. J'ai visité de nombreux centres d'accueil, des départements d'hébergement provisoire dans les centres hospitaliers. J'ai assisté à des scènes qui m'ont remuée et m'ont démontré que dans cette nuit de l'esprit, certains sentiments subsistent... dont celui que possède la majorité des femmes: le désir d'être bien mise, de se maquiller, de se coiffer.

Ecoute. Dans l'un de ces établissements, une femme âgée m'a arrêtée au passage, dans le salon de coiffure, pour me montrer avec fierté ses cheveux autour des rouleaux classiques. Je lui ai dit: «Vous aurez une belle tête Madame». Et elle a répliqué avec fierté: «Oui, oui!» Elle éclatait de joie.

Une autre, que sa fille et moi conduisions aux toilettes, s'est arrêtée subitement devant un mur nu. Elle y voyait un miroir. Alors, elle fit les gestes traditionnels: d'un sac à main imaginaire, elle sortit un poudrier et se passa la houpette sur le nez et les joues, puis remit les choses en place. Elle se sentait présentable. Petite scène bien significative, n'est-ce pas?

Rosie soupira: «Et l'on parle de dignité humaine...» Rosie s'animait, se fâchait: «Agir ainsi avec ces pauvres êtres c'est... c'est d'une pitoyable inconscience! Les considère-t-on encore comme des personnes humaines?»

— Il existe des sorts plus cruels, Rosie, je le sais; mais il me semble que c'est là le premier pas vers la déchéance totale. Comme pour cacher son émoi, Rosie, je le sais; mais il me semble que c'est là le premier pas vers la déchéance totale. Comme pour cacher son émoi, Rosie m'interrompit: «Ah! tu me fais oublier mes devoirs d'hôtesse. Je reviens...» Je savais bien que le petit vin blanc viendrait avec quelques amuse-gueule...

Les foyers clandestins

Après avoir levé nos verres à l'avenir si incertain de nos aînés, Rosie souleva un livre sous lequel j'aperçus plusieurs coupures de journal. Je les reconnus immédiatement.

— Ainsi, lui dis-je, tu as lu cette histoire plus que trouble publiée par un quotidien francophone de Montréal? «Ah oui, et j'en suis scandalisée. Que deux foyers sans permis, gardant des cas sérieux sans avoir les moyens de leur dispenser les soins requis par leur état, aient obtenu un «permis expérimental» qui, en lui-même, est illégal, qu'on ait forcé certains établissements publics à leur fournir des services, payés par nous, voilà qui me dépasse et me remplit d'inquiétude pour l'avenir. Car on ne sait jamais où l'on peut échouer dans nos vieux jours!»

«Tout ça met en cause des ministres des Affaires sociales et de la Justice. Des hommes aussi connus et respectés que MM. Pierre Marc Johnson, Camille Laurin, Guy Chevrette et Marc-André Bédard. Plus trois hauts fonctionnaires qui ont plié l'échine, apparemment.»

— À ma connaissance, les ministres, eux, ont courbé le dos et ont laissé passer l'orage, sans riposter. Ce qui me frappe beaucoup, Rosie, c'est de voir le ministère des Affaires sociales et celui de la Justice accepter que des personnes âgées souffrent ainsi pour une «expérience». Ces pauvres malades manquent des soins requis par leur état; ils n'ont même pas l'hygiène de base, selon les travailleurs sociaux qui se sont occupés de ces cas.

— De plus, en violant sa propre loi, le gouvernement se place dans une étrange situation... «Oui, lui qui s'élève contre les grèves illégales. On a l'impression de glisser dans la plus complète incohérence, pour ne pas dire anarchie...»

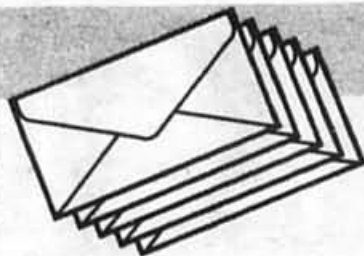
Et la prévention?

— On manque de place dans les établissements pour personnes âgées. Ça, tout le monde le sait. Alors forcément, on fait entrer non seulement dans les CHSP mais aussi dans les C.A. les cas les plus graves. Les autres attendent... Attendent quoi? De devenir assez mal en point pour être admises en vertu de critères qu'on resserre de plus en plus. Certaines vivent assez longtemps pour ça. «Mais d'autres crèvent chez elle ou dans un centre hospitalier où elles entrent trop tard. Triste, ah oui, infiniment triste...»

«Trop triste, continua Rosie, la voix un peu tremblotante. Mais parlons de toi. Pendant combien de temps nous priveras-tu de ta prose?» Elle a retrouvé ses yeux moqueurs, à demi-fermés, dans lesquels se joue un sourire narquois.

— Tout le mois d'août, Rosie. Après, la première chronique paraîtra le 7 septembre prochain. «Tu veux m'en dire le sujet?» — Non, je t'en garde la surprise. «Alors, buvons le verre du joyeux au-revoir. Je t'attends...»

Pour remettre d'aplomb nos âmes un peu à l'envers, nous avons parlé de sa famille, de voyages, de paysages. Comme toujours, Rosie communique sa sérénité et son courage. Ce fut un beau départ!



On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
44 ouest, rue Saint-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Aujourd'hui, le temps est à l'optimisme et à la reconnaissance. Mme J. Pellerin, le 4 mai dernier, faisait l'éloge dithyrambique de la Résidence Paul Lizotte. La vice-présidente du Comité des bénéficiaires de cet établissement se joint à elle et loue tout le personnel, sans oublier les bénévoles.

Mais elle ajoute: «Le bonheur parfait n'est pas de ce monde. Je ne suis pas d'accord avec Mme Pellerin lorsqu'elle écrit au sujet de la salle à manger et de la nourriture que ça équivaut à un restaurant «quatre fourchettes». Je regrette, mais elle, elle ne demeure pas ici alors que la plupart des pensionnaires sont ici depuis deux ans. Dès le début du mois de juin 1983, après avoir parlé à la diététiste du temps, compte tenu des plaintes que j'entendais de part et d'autre, j'ai décidé de passer de chambre en chambre pour faire signer une pétition. Les gens ont signé à 58 p.c. Évidemment, les malades confus n'ont pu signer.»

J'ai rencontré le directeur du CLSC. Il a tout pris en considération... Nous sommes en '85 et la situation ne s'améliore pas. La plupart du temps, je mange dans ma chambre des choses que ma fille fait.

À chaque réunion du Comité, nous en parlons; nous discutons avec la nouvelle diététiste mais ça ne bouge pas. (...) Beaucoup de membres du personnel apportent leur lunch ou vont manger dans de simples restaurants. C'est cette mise au point que je voulais faire.

Bravo et mille mercis à la Résidence et à tous et toutes, y compris les employés de la cuisine. Mais de grâce, qu'on apprête mieux la nourriture. Tout n'est pas mauvais mais plus souvent qu'autrement, ça l'est...»

Mme M. Renaud
R. Je vous félicite de votre courage. Je pense qu'il faudrait que la direction fasse un effort d'imagination et sorte de la routine. Espérons que votre message la rejoindra.

Madame,

J'étais bien fière du bon changement à l'hôpital Youville que j'avais connu déjà sous un autre angle. Je veux aussi vous apporter une bonne nouvelle d'un endroit que vous connaissez bien et vous prouver que nous, du troisième étage, ne faisons pas que critiquer mais aussi savons apprécier.

Ici, au C.A. Biermans, au deuxième étage, d'un petit endroit presque sans utilité, on a fait une petite cuisinette

très propre, avec accessoires électriques, bref, une coquette petite dinette pour les personnes ne pouvant descendre à la salle à manger. Et c'est aussi un endroit gai pour un bon café ou un jus en agréable compagnie. Vivons dans l'espoir d'avoir le même avantage au 1er étage! Merci à celles qui ont contribué à ce mieux-être des pensionnaires.

Mme J.M.R.L.

R. Merci de ces bonnes nouvelles. J'ai confiance en la directrice et dans son personnel-cadre. Qu'on leur donne les fonds requis et elles feront de petits miracles!

Chère Madame,

Je suis un retraité de La Presse qui a oeuvré au département de la composition durant plus de quarante ans, qui a déjà composé vos articles sur sa linotype et qui se souvient encore de vous.

Je suis aussi le père d'un garçon résidant au centre hospitalier Youville de Sherbrooke depuis près de quinze ans. Comme mon fils ne parle pas, j'ai pensé vous dire, en son nom et celui de tous les patients qui n'ont pas la possibilité de le faire eux-mêmes, tout le bien que chacun pense de vous et vous remercier pour la série d'articles que vous avez publiés récemment dans La Presse PLUS.

Je reviens d'une visite à Youville au cours de laquelle j'ai pu constater de visu les retombées plus que positives de vos propos. Le personnel tout entier est aussi enthousiasmé par vos articles que si on lui avait décerné une médaille d'or aux olympiques de la santé. Merci d'avoir consigné par écrit ce que j'ai moi-même constaté au cours de mes visites à mon fils Richard durant les dernières années. Je suis assuré que tout le personnel de l'hôpital en fait autant.

Gérard Lefebvre

P.-S. Qui dit que de l'information positive, ça ne fait pas de la bonne copie pour un journal?

R.—Merci de votre lettre. C'est une attention qui me touche beaucoup...

Dans mon article du 6 juillet dernier, le numéro de téléphone du Collège de formation des préposés aux bénéficiaires C.F.P.B. Ltée était erroné. Je vous donne le bon: 521-0642 ou 0643. Veuillez m'excuser...

A M. Serge T. — Je vous suggère de vous adresser à l'Association du Diabète du Québec, à Montréal. Tél. 879-1191 ou au CLSC de votre quartier.



La Mastigouche, cette ensorceleuse (1)

Tout d'abord, fermer la radio de la voiture afin de couper tout de suite, dès l'entrée de la réserve Mastigouche, avec la civilisation. Et puis ouvrir tout grands ses yeux et regarder attentivement de chaque côté de la route de sable et de cailloux fort étroite qui serpente à travers cette « jungle québécoise » peuplée de castors, loups, ours noirs, orignaux, lièvres, loutres, perdrix, hérons bleus, huards, canards et aigles-pêcheurs, riche faune terrestre et aquatique qui n'a rien à envier à son homologue tropical! Tout en avançant avec prudence sur la route de sable et de cailloux, se laisser prendre doucement par cette nature sauvage intacte, si belle dans ses couleurs estivales et la musique diversifiée de ses légions d'oiseaux. Se laisser envoûter par l'appel de la fauvette et faire un arrêt, de temps en temps, aux marais où séjournent et travaillent les castors. Admirer leurs digues ingénieuses et surveiller dans le silence — moteur de voiture éteint, bien sûr —, l'apparition du mammifère rongeur à large queue plate... Et sourire puisque l'on sait qu'on sera ici, dans cette réserve faunique ensorcelante, toute une semaine!

Déjà deux jours se sont écoulés depuis mon retour de la Mastigouche, mais je suis encore là-bas en pensée. Laissez-moi vous raconter les moments les plus exaltants de ce séjour en « jungle québécoise » située à 140 km au nord-est de Montréal et offrant trois postes d'accueil — « Pins-rouges », à 24 km au nord de Saint-Alexis-des-Monts; « Catherine », à 18 km au nord de St-Charles de Mandeville; « Bouteille », à 26 km à l'est de St-Zénon. Suivez-moi au lac Violon où un ancien camp de chasseurs vaste et rustique nous a hébergés. Ici, pas de douche, éclairage poétique à la lampe à l'huile, poêle à bois pour les nuits fraîches et cuisson des aliments sur une cuisinière alimentée au gaz.

Cinq cents lacs, chutes et rivières

Je cueille quelques fleurs sauvages odorantes et les place sur la table où nous prenons notre premier repas de fête face au lac dont la forme rappelle celle d'un violon. Puis nous allons dire bonjour à ses eaux limpides en chaloupe, glissant sur le miroir calme d'où surgit parfois un poisson gobant un insecte. Sept autres camps de villégiature disséminés autour du lac nous rappellent que nous ne sommes pas seuls dans ces lieux sauvages,



Quel plaisir d'envisager de longues randonnées en canot et des haltes-bouffe dans les plus beaux paysages qui soient.

bien que le silence total qui nous enveloppe nous en laisse supposer le contraire... Nous avons hâte de troquer la chaloupe pour un canot léger, léger dont nous pourrions « disposer dès demain » nous a dit le gardien des lieux. Sachant que la réserve Mastigouche a une superficie de 1,617 km² et que le réseau hydrographique se présente comme l'élément majeur de la diversité visuelle du territoire avec ses cinq cents lacs (oui, vous avez bien lu!), nous envisageons de longues randonnées en canot et des haltes-bouffe dans les plus beaux paysages qui soient.

La nuit tombe. De la véranda surplombant le lac Violon, nous assistons au plus étrange spectacle qu'il m'ait été donné de voir de mon existence. Place à la musique! Ne bougeons plus. S'ament tout d'abord les ouaouarons, grenouilles géantes dont la chanson de soir ressemble à des appels de bateau entrecou-

pés par la plainte troublante des huards. Le ballet de chauve-souris peut commencer. Une première vient frôler le moustiquaire de ses ailes palmées. Tandis que son battement précipité continue, deux, trois, quatre autres de ses soeurs tournoient face à nous, gobant des insectes. Étrange ballet nocturne s'accompagnant maintenant de petits cris auxquelles nous nous habituons, le cœur battant. Tandis que s'allument les étoiles, d'autres ouaouarons se joignent au concert, semblant se parler entre eux, par-delà l'appel des huards. Tout-à-coup, une aile membraneuse passe à deux pouces de mon épaule: les chauves-souris ne sont pas qu'à l'extérieur! Celle-ci a dû pénétrer sur la véranda par un interstice. La voilà qui tourne à une vitesse folle, tentant de s'enfuir. Je suis glacée de peur, mais lorsqu'on m'apprend que « leur attirance débile pour les cheveux » n'est qu'un mythe dont il faut se débarras-

ser, je respire et prend même plaisir à observer l'extrême rapidité de son vol de gentille chauve-souris... Lorsqu'elle réussit à finalement sortir de la prison du camp — nous ne saurons jamais par quel interstice! —, nous allons dormir afin d'être tôt levés demain. Mais le sommeil est lent à venir: les ouaouarons nous souhaitent trop fort la bienvenue.

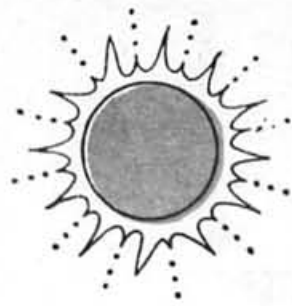
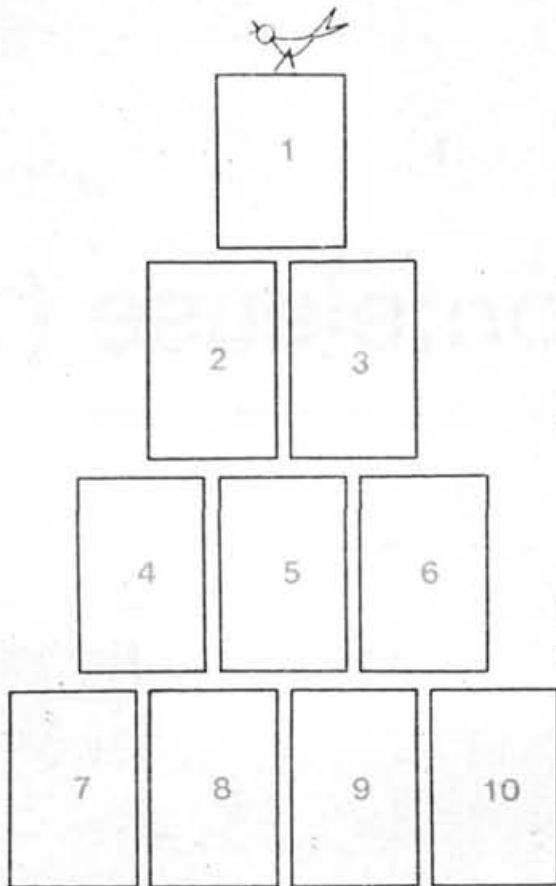
Le St-Bernard

Vous êtes-vous déjà baigné dans l'eau du lac Saint-Bernard? Si non, faites-le cet été! Claire, verte, coulant entre des collines douces, cette eau limpide donne envie de nager pendant des heures. D'autant plus lorsque vous êtes seuls (deux adultes, un enfant) à vous y baigner, et que des images du livre de Daniel de Foe, « Robinson Crusoé », vous reviennent en mémoire. J'ai envie de ne plus bouger

d'ici, d'oublier l'heure et le travail, les guerriers terrestres et de l'espace, le bruit des voitures et celui de la radio, la lumière électrique et les maisons-prisons. Le sable de la plage St-Bernard est si doux, le héron bleu aperçu si paisible et les oiseaux si ensorcelants. Qu'importe les moustiques — mouches à orignal — lorsqu'on peut se jeter à l'eau pour les éloigner et que c'est ici que l'éternité commence.

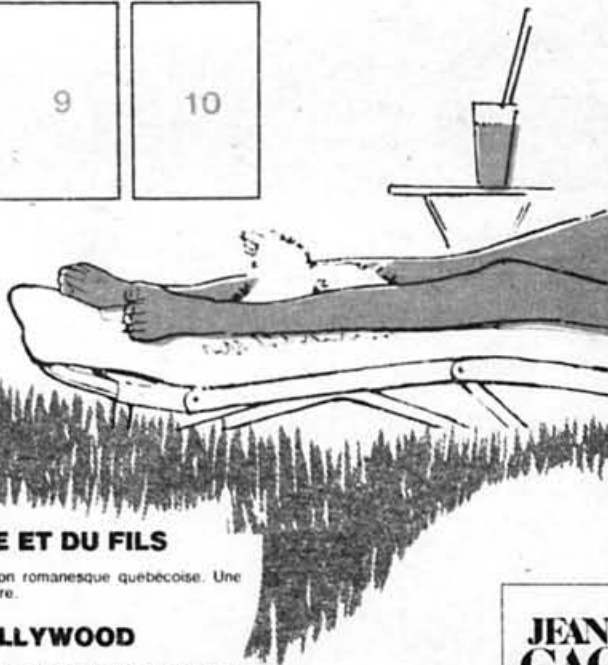
La semaine prochaine, je vous amène au lac Sans bout sur lequel j'ai canoté lors de mon séjour à la réserve Mastigouche, un aller-retour sur l'eau de 18 kilomètres par vent léger, avec comme compagnons des huards et des canards sages comme Bouddha. Puis je vous ferai découvrir le lac Sorcier et les chutes Maubèche.

Pour réservations: Réserve Mastigouche, St-Alexis-des-Monts, (819) 265-2098 ou 1-800-462-5349.



Le plaisir
de lire...

pour tous les goûts
et tous les budgets!



- 1- **AU NOM DU PÈRE ET DU FILS**
Francine Ouellette
Un phénomène dans l'expression romanesque québécoise. Une oeuvre prenante, émouvante, dure.
632 pages
- 2- **SCANDALE À HOLLYWOOD**
David McClintick
L'histoire du plus grand scandale et de la lutte pour le pouvoir la plus amère de l'histoire de Hollywood.
512 pages
- 3- **LES CHEVALIERS DE LA NUIT**
Jean-Yves Soucy
1959. L'Abitibi connaît les derniers et faibles soubresauts de la colonisation. Deux adolescents s'inventent un monde à eux où chevaliers ils mènent leurs quêtes.
336 pages
- 4- **AVEC L'ARGENT DES AUTRES**
Michael M. Thomas
Traduction française de «Someone Else's Money», ce roman vous tiendra en haleine du début à la fin. Vous y retrouverez une distribution de coupe-gorge, poseurs, maquereaux culturels et sympathiques voyous.
624 pages
- 5- **HISTOIRE DE LA PRESSE, TOME I**
Cyrille Felteau
Le livre du peuple (1884-1916)
Abondamment illustré
404 pages
- 6- **L'EUGUÉLIONNE**
Louky Bersianik
Le premier grand roman féministe québécois.
400 pages
- 7- **LES APOSTASIES, TOME I - LES COQS DE VILLAGE**
Jean-Louis Gagnon
Mêlé à tous les combats qui, depuis cinquante ans, ont changé la vie au Québec comme au Canada, Jean-Louis Gagnon, tour à tour humoriste et polémiste, multiplie les anecdotes qui font revivre les hommes politiques et les écrivains qu'on est en train d'oublier.
296 pages
- 8- **HISTOIRE DE LA PRESSE, TOME II**
Cyrille Felteau
Le plus grand quotidien français d'Amérique (1916-1984)
Nombreuses photos
286 pages
- 9- **L'ENFIROUAPÉ**
Yves Beauchemin
Par l'auteur du «Matou» ce roman a reçu le prix France-Québec décerné au meilleur roman québécois de l'année 1974.
260 pages
- 10- **LES PLOUFFE**
Roger Lemelin
Ce roman qui a fait l'objet d'une série télévisée et d'un film grandiose, évoque chez nous des résonances toutes particulières.
295 pages

Aux
Éditions
La Presse



OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE—20% DE RABAIS



**COMMANDEZ
PAR TÉLÉPHONE**
Service rapide
et efficace
285-6984

Economisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

En vente également dans toutes les librairies.

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir le(s) livre(s) indiqué(s) par un crochet:

| | Prix régulier | Prix abonné(e)s |
|--|---------------|-----------------|
| () Au nom du père et du fils (507) | 19,95\$ | 15,95\$ |
| () Scandale à Hollywood (712) | 17,95 | 14,35 |
| () Les chevaliers de la nuit (626) | 10,95 | 8,80 |
| () Avec l'argent des autres (759) | 19,95 | 15,95 |
| () Histoire de La Presse, tome I (730) | 14,95 | 11,95 |
| () L'Euguélonne (931) | 13,95 | 11,15 |
| () Les Apostasies, tome I (511) | 12,95 | 10,35 |
| () Histoire de La Presse, tome II (731) | 14,95 | 11,95 |
| () L'enfirouapé (857) | 10,95 | 8,80 |
| () Les Plouffe (718) | 9,95 | 7,95 |

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

M/Card
VISA No
No d'abonné(e)

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée
44, Saint-Antoine ouest
Montréal (Québec) H2Y 1J5

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TÉL

TOTAL
CI-JOINT \$ (plus 15 pour frais de poste et de manutention)

PLUS, MONTRÉAL, SAMEDI 27 JUILLET 1985

16 EN VENTE PARTOUT